

CONFÉRENCE DE LA FONDATION IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE AU PARLEMENT EUROPÉEN

RAPPORT DE MONSIEUR BERNARD LUGAN
PRÉSENTATION AU PARLEMENT EUROPÉEN LE 17 DÉCEMBRE 2019
CONFÉRENCE ANIMÉE PAR BERNARD LUGAN ET DOMINIQUE BILDE

AFRIQUE SUD-SAHARIENNE: L'EUROPE FACE AU RISQUE ISLAMISTE.



TABLE DES MATIÈRES ET PLAN

01

UN MILIEU FAVORABLE À L'ISLAMO-JIHADISME

- A- Un espace historiquement disputé
- B- Ancienneté et permanence du jihad sud-saharien
- C- De la résurgence à la transformation des anciens jihad

02

L'ISLAMO-JIHADISME ACTUEL

- A- 2012-2013, tout commence au nord avec les Touareg du Mali
- B- 2015 : l'islamo-jihadisme franchit le Niger et dévaste le Macina
- C- 2017 : le front s'étend à la région des « trois frontières », au Niger et au Burkina Faso
- D- 2002-2019 : Boko Haram déstabilise la région péri-tchadique

03

QUI SONT LES ISLAMO-JIHADISTES SUD-SAHARIENS ?

- A- Les principaux groupes
- B- Les identités multiples et interchangeables du jihadisme
- C- L'islamo-jihadisme paravent du narcotraffic ?

BERNARD LUGAN

Historien, écrivain,
spécialiste de l'Afrique



DOMINIQUE BILDE

Député européen
Membre du Bureau de la
Fondation Identité et Démocratie

Chères lectrices, chers lecteurs,

La mort tragique de treize de nos compatriotes le 25 novembre dernier a jeté une lumière crue sur une crise silencieuse et larvée, et dont la résolution est pourtant cruciale pour le devenir de l'Europe, notamment sur le plan sécuritaire et migratoire.

Entre explosion démographique, tensions inter-ethniques, changement climatique et impasse économique, la région du Sahel est un cas limite des difficultés qui travaillent le continent africain. L'incapacité de la communauté internationale, et de l'Union européenne en particulier, à en prendre pleine mesure se manifeste aussi bien dans l'inefficacité de sa politique de développement que dans son attentisme face à la lutte anti-terroriste, dans laquelle notre pays se bat encore, malheureusement, bien seul et au bénéfice de tous. Député français au Parlement européen, je n'ai eu de cesse de dénoncer cette indifférence scandaleuse, qui pour nos soldats se paie au prix du sang.

À mes yeux, et dans le contexte du débat sur la politique migratoire et de développement de l'Union européenne, il était donc primordial d'apporter une perspective originale sur une région où dans les années à venir, de nouveaux éléments n'auront de cesse de venir nourrir une actualité mouvementée. Cela a été un honneur et un plaisir de confier cette mission à Bernard Lugan, expert de renommée mondiale sur les questions africaines, et en particulier sur le Sahel.

Son rapport, enrichi d'une conférence qui s'est tenue au Parlement européen de Strasbourg le 17 décembre 2019, constitue une contribution inestimable à l'analyse géopolitique de cette crise - ce dont je le remercie chaleureusement. Je vous en souhaite donc bonne lecture.

DOMINIQUE BILDE

Député européen
Membre du Bureau de la
Fondation Identité et Démocratie



The image features a silhouette of a soldier in full combat gear, including a helmet and a rifle slung over his shoulder. He is positioned in the center, facing right. The background is a blue sky with white clouds, overlaid with the yellow stars of the European Union flag. A large, bright sun or moon is visible on the left side. The overall composition is dramatic and symbolic, linking the soldier to the EU.

**AFRIQUE SUD-SAHARIENNE:
L'EUROPE FACE AU RISQUE ISLAMISTE.**

RAPPORT DE BERNARD LUGAN
PRÉSENTÉ À STRASBOURG LE 17 DÉCEMBRE 2019

PRÉSENTATION

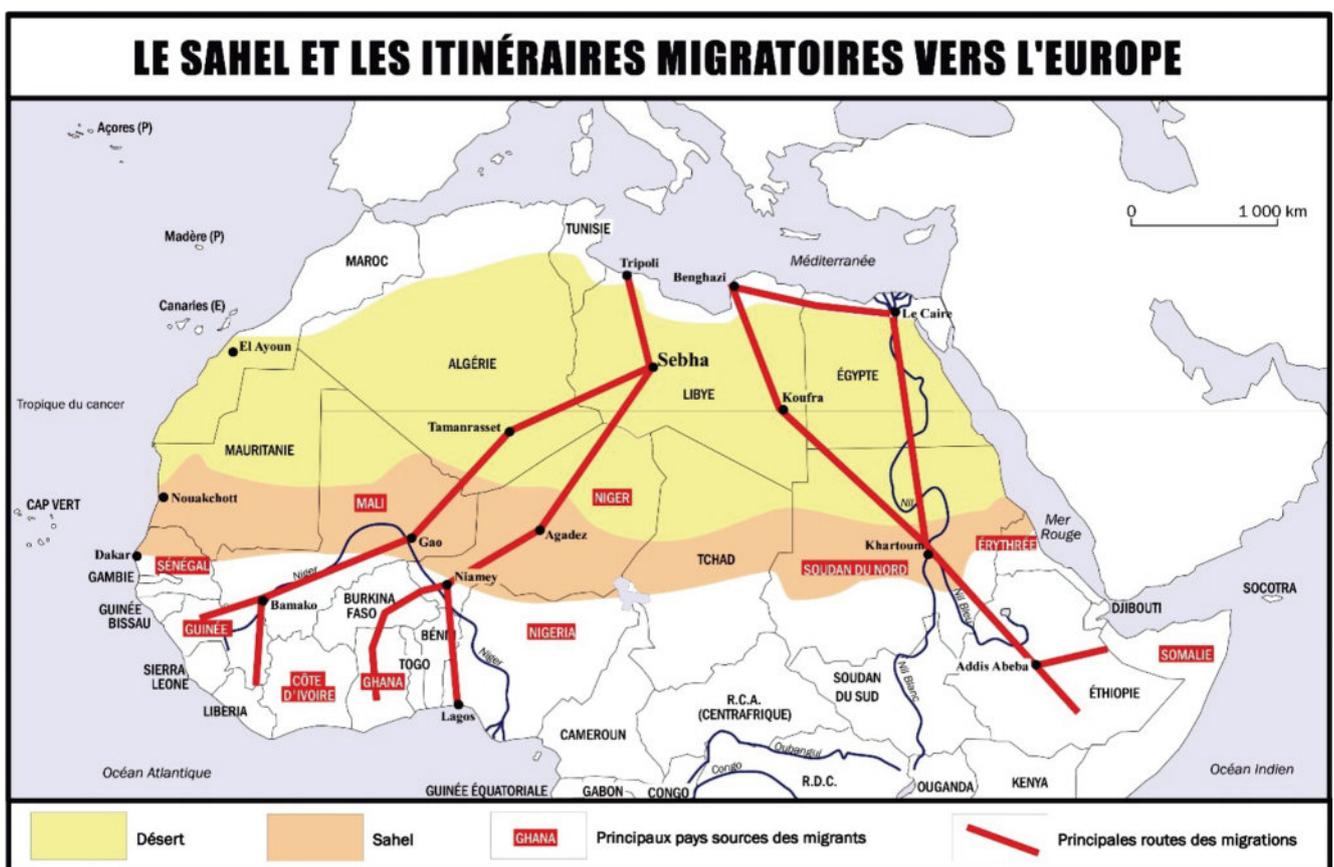
« Le désert a ses lois et là, tuer n'est pas un délit bien grave »
(Richard Burton explorateur anglais).

L'Europe est directement confrontée au risque de l'islamo-jihadisme. Elle l'est à la fois de l'intérieur, comme de récents attentats l'ont tragiquement montré. Elle l'est également en écho-contagion d'évènements extérieurs, notamment ceux qui se déroulent en Afrique sud-saharienne.

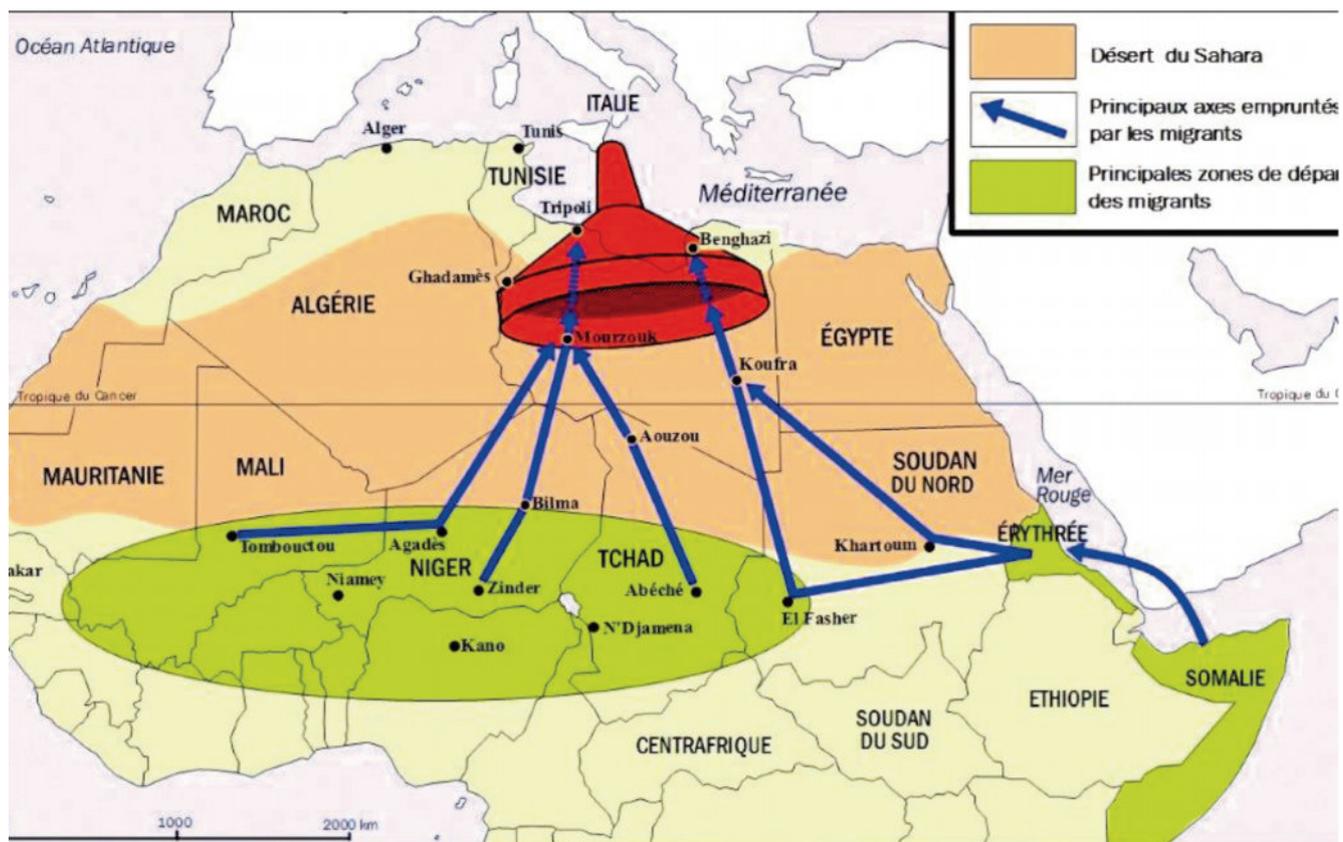
Cette région actuellement embrasée n'est située qu'à une dizaine d'heures d'avion de l'Europe dont elle constitue en quelque sorte l'arrière-cour. C'est donc au bénéfice de toute

l'Europe que l'armée française y intervient dans le cadre de l'Opération Barkhane.

Or, combattre le risque islamiste sud-saharien implique d'en connaître les ressorts et donc ne pas nous en tenir à l'écume des informations. Voilà pourquoi, à la différence des approches construites sur l'immédiat et sur la seule description des évènements, la méthodologie de ce rapport est ancrée sur les constantes géo-historiques régionales. C'est seulement ainsi que l'Europe pourra se protéger.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com



CET ISLAMO-JIHADISME N'EST PAS NÉ D'UNE GÉNÉRATION SPONTANÉE

La première réalité qu'il importe d'avoir à l'esprit, est que cet islamisme n'est pas né d'une génération spontanée. Il s'inscrit en effet dans un continuum de conflictualité de longue durée dont il use avec opportunisme, utilisant les contradictions, les oppositions et les fractures régionales nées de la géographie et de l'histoire.

Depuis des siècles, dans tout l'immense Sahel, les populations pastorales nomades nordistes et agropastorales sédentaires sudistes sont en effet en compétition pour le contrôle des zones intermédiaires situées entre le désert du nord et les savanes du sud, les premiers razziant périodiquement les seconds. A cette donnée essentielle s'ajoute l'affirmation d'une

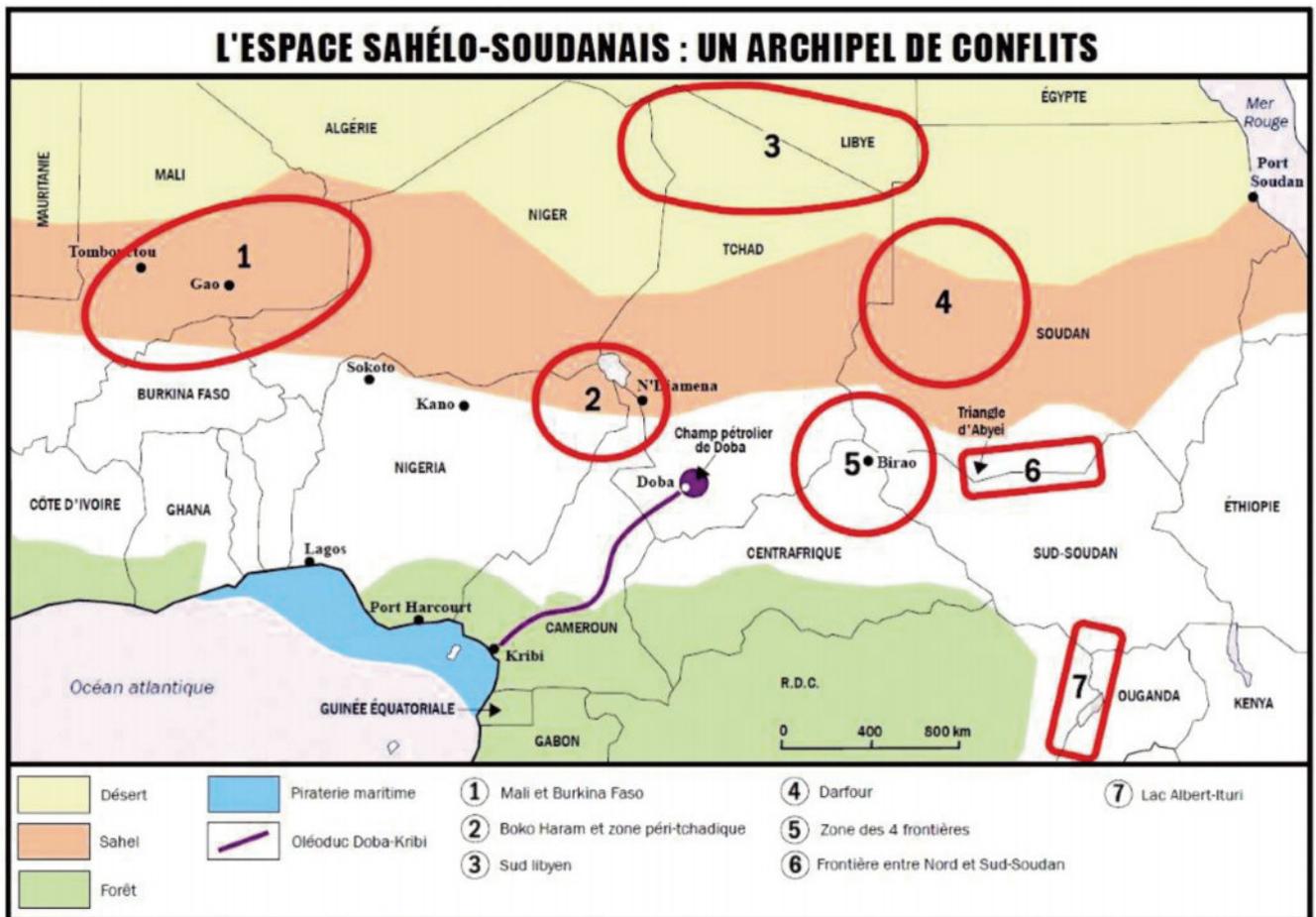
constante islamique radicale multiséculaire, paravent idéologique cachant des intérêts économiques ou politiques.

A ces causes anciennes constituant le sous-jacent de la question, s'ajoutent trois grandes nouveautés contemporaines. La région sahélienne est en effet devenue:

1. Le carrefour des trafics (drogue, migrants etc...) entre l'Afrique sud-saharienne et l'Europe.
2. Le point de jonction des foyers terroristes régionaux et de ceux de Libye.
3. Une terre à prendre en raison de ses matières premières (uranium, fer, pétrole, etc.).

Avec, en arrière-plan, à la fois une suicidaire explosion démographique provoquant un phénomène d'extension des terres arables aux dépens des pâturages, une surexploitation des puits et une accélération du phénomène d'assèchement. La conséquence en est une accentuation de la tension entre agriculteurs et pasteurs opportunément utilisée par les islamo-jihadistes.

Ces données qui se retrouvent de l'atlantique à l'ouest jusqu'à l'océan indien à l'est, font de la région un archipel de conflits en relation directe avec la façade méditerranéenne de l'Afrique à travers les antiques voies suivies par les caravanes transsahariennes, donc en vis-à-vis direct de l'Europe du sud.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

01 UN MILIEU FAVORABLE A L'ISLAMO-JIHADISME

Les islamo-jihadistes opèrent au Sahel, région vaste de plus de 3 000 000 de kilomètres carrés. Le Sahel « rivage » en arabe (*al Sàhil*), est un couloir de 4 000 kilomètres de long s'étendant du Sénégal au Soudan du Nord c'est-à-dire de l'atlantique à l'ouest jusqu'à la mer Rouge à l'est¹. Au nord, il s'abîme insensiblement dans la désolation saharienne, cependant qu'au sud, il se fonde par touches dans le monde des savanes.

D'ouest en est, le Sahel englobe en totalité ou partie neuf États la Mauritanie, le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Nigeria, le Tchad, le Soudan du Nord et une toute petite fraction de l'Érythrée.

A UN ESPACE HISTORIQUEMENT DISPUTÉ

Le Sahel est à la fois un espace de contact et de transition entre l'Afrique « blanche » et l'Afrique « noire ». Composé de zones agricoles au sud et pastorales au nord, il met en relation la civilisation méridionale des greniers ou Bilad el-Sudan (pays des Noirs), et celle du nomadisme septentrional, le Bilad el-Beidan (le pays des Blancs).

Tout le long de ce rift racial, les populations « blanches » au nord et noires au sud sont historiquement en rivalité pour le contrôle des zones intermédiaires situées entre le désert et les savanes, un phénomène actuellement aggravé par la surpopulation et l'assèchement².

Milieu naturellement ouvert, le Sahel est aujourd'hui cloisonné par des frontières artificielles devenues « pièges à peuples ». Longues de près de 17 000 kilomètres, leur tracé ne tient pas compte des réalités, les frontières naturelles étant en effet celles séparant les zones de transhumance des différents peuples.

Aujourd'hui, la tension entre agriculteurs et pasteurs est aggravée par le réchauffement climatique dont la phase actuelle a débuté il y a environ 5 000 ans. Or, ce cycle qui se prolonge aujourd'hui et que nous observons, est entrecoupé de rémissions et de sécheresses qui ont

toutes eu de considérables conséquences sur la vie des hommes en société.³

Ainsi :

- Durant la période moderne, les principaux pics d'aridité se produisirent au XVII^e siècle, avec un sommet entre 1730 et 1750, et ils virent la poussée des Touareg vers le fleuve Niger.
- Le XX^e siècle a connu quatre grandes sécheresses entre 1909-1913, 1940-1944, 1969-1973 et 1983-1985, qui, toutes, ont profondément impacté le mode de vie des nomades.
- Tout au contraire, au cours des années 1960, une pluviométrie en augmentation fit remonter la zone sahéenne vers le nord, redonnant une impulsion au nomadisme pastoral.
- Mais, depuis 1972, la pluviométrie décroît de nouveau, le désert s'étend et le Sahel a de nouveau glissé de 100 à 150 kilomètres vers le sud, donc vers les zones soudaniennes, ce qui aggrave les tensions entre nomades et pasteurs, d'autant plus que s'y ajoute la pression démographique⁴. Tout cela crée un environnement favorable à toutes les forces de dissociation, à commencer par l'islamo-jihadisme.

1 Depuis plus de 10 000 ans les limites du Sahel ont varié en fonction des changements climatiques

2 En règle générale, au Sahel, les précipitations sont concentrées sur les mois de juin-juillet à septembre-octobre avec un maximum en août, quant à la période des plus fortes chaleurs, elle s'étend de mars-avril jusqu'en juillet.

3 « Ce n'est pas le désert qui gagne, c'est l'action du nomade qui détruit la végétation et active la désertification » (Henri Lhote).

4 La surcharge des pâturages, l'ébranchage, la destruction des boisements de tamaris transformés en bois de feu destiné à alimenter les fours des boulangers afin de nourrir une population à la démographie suicidaire, l'abandon des rotations trisannuelles traditionnelles, tout cela entraîne un épuisement des sols, phénomène qui va aujourd'hui en s'accéléralant. Mais ce massacre du milieu par l'homme n'est pas en lui-même la cause du réchauffement de l'Afrique.

Aujourd'hui, le phénomène est amplifié par une démographie qui va plus vite que le développement tout en provoquant la destruction du maigre couvert végétal et l'épuisement des points d'eau. Or, cette désertification sur un milieu en crise entraîne ou amplifie des conflits anciens dont profitent les islamo-jihadistes quand ils ne les exacerbent pas. Toute l'histoire régionale est inscrite dans ce phénomène qui contraint les hommes à s'adapter, à migrer ou

à entrer en guerre pour la défense ou la conquête d'un milieu dont les zones favorables se rétrécissaient

D'ouest en est, le Sahel englobe en totalité ou partie neuf États la Mauritanie, le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Nigeria, le Tchad, le Soudan du Nord et une toute petite fraction de l'Érythrée.

L'exemple du Niger illustre la catastrophe démographique qui se profile à l'horizon 2040⁵.

Le Niger, pays désertique qui a un taux de fécondité de 7,1 enfants par femme avait 3 millions d'habitants en 1960, et il en aura 40 en 2040 et 60 en 2050. Comme tous les pays du Sahel, le Niger a une démographie suicidaire. Dans ce pays particulièrement défavorisé, le taux de natalité qui est de 7,60 enfants par femme avec un taux de natalité de plus de 46 % est le plus élevé du monde. Ce n'est pas la catastrophe qui y est annoncée, mais l'apocalypse car les projections annoncent 80 millions d'habitants en 2050 et plus de 200 millions en 2100 (ONU, 2015). Ceci fait que :

« Malgré les importantes richesses du pays, la plupart des Nigériens sont plus pauvres aujourd'hui qu'au moment de l'indépendance » (Crisis Group, 2015).

B ANCIENNETÉ ET PERMANENCE DU JIHAD SUD-SAHARIEN

En plus des données de la géographie, les immensités sahéniennes, ont régulièrement connu l'affirmation d'une constante islamique radicale, alibi de l'expansionnisme de certains peuples, sorte de paravent cachant des intérêts économiques ou politiques.

C'est ainsi qu'au XI^e siècle, derrière ses grandes proclamations de foi purificatrice, le jihad des Berbères Almoravides visait l'or du Ghana au sud et les riches cités marchandes marocaines au nord.

Au XVIII^e siècle, les jihad des Peul furent d'abord des entreprises de destruction des chefferies sédentaires auxquelles ces pasteurs étaient alors soumis. Quant au mahdisme

soudanais, au XIX^e siècle, son appel à la guerre sainte, masquait une volonté de contrer l'impérialisme égyptien qui faisait courir un danger mortel au commerce esclavagiste régional.

À la fin du XVIII^e siècle et dans la première moitié du XIX^e, le paysage politique de l'ouest africain sahéni fut largement remodelé par des éleveurs Peul (ou Fulbé) islamisés⁶ qui constituèrent des États à la suite de mouvements justifiés par le jihad. La principale résistance à cette expansion fut le fait des Bambara animistes des royaumes de Ségou et du Kaarta chez lesquels les Peul firent de vastes razzias d'esclaves.

5 Dans un entretien à Jeune Afrique en date du 28 décembre 2014, le président nigérien Mamadou Issoufou a ainsi révélé un sondage proprement effarant réalisé parmi la population de son pays qui montre que les Nigériennes souhaitent avoir 9 enfants et leurs maris 11.

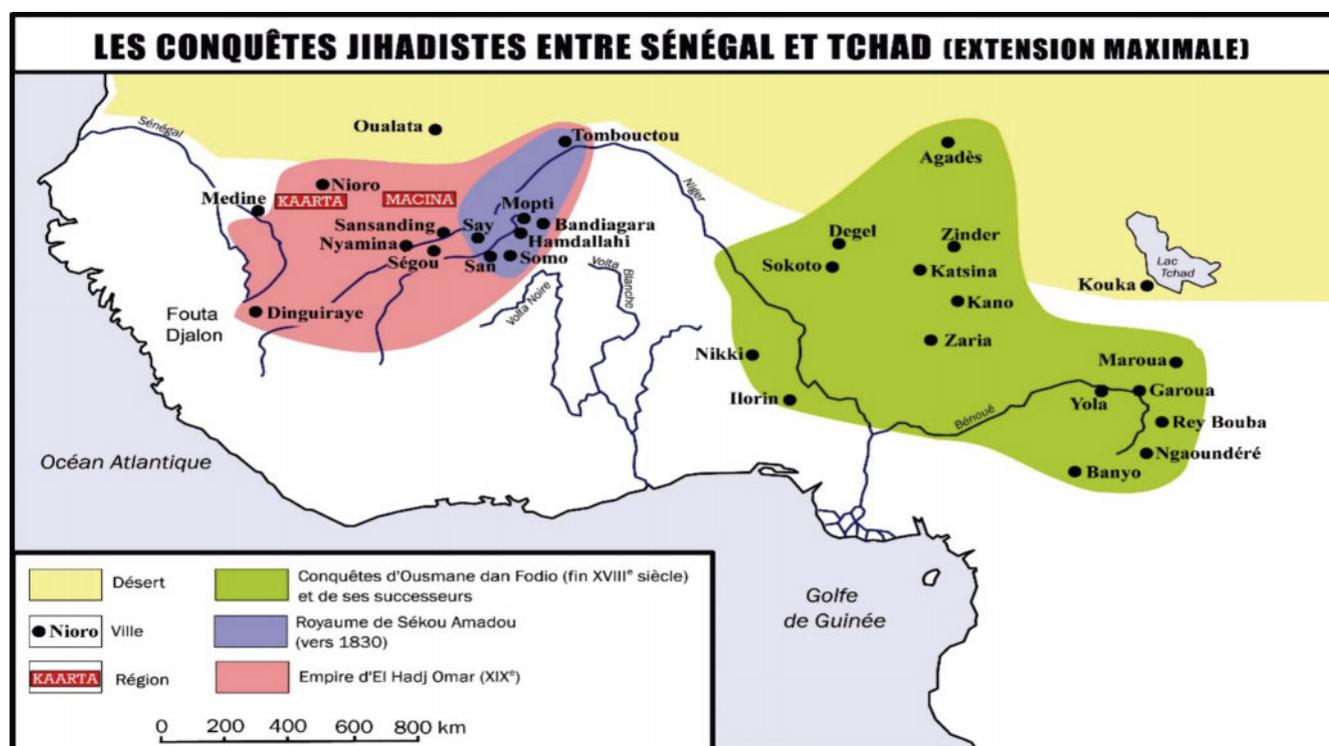
6 Ou apparentés, à l'image des Toucouleurs (voir plus loin la note infrapaginale n°...)

Les conquêtes d'Ousmane (Othman) dan Fodio se firent en pays Haoussa en 1804, celles de Seku Ahmadou au Macina en 1818 et celles d'El-Hadj Omar en pays bambara à partir de 1852. En naquirent trois grands califats : celui de Sokoto dans le nord du Nigeria, celui d'Hamdallahi au Macina et celui de la boucle du Niger (Lugan, 2019).

D'ouest en est, le Sahel englobe en totalité ou partie neuf États la Mauritanie, le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Nigeria, le Tchad, le Soudan du Nord et une toute petite fraction de l'Érythrée.

aujourd'hui le soubassement des affrontements ethno-religieux.

Plus généralement, dans les deux siècles qui précédèrent la colonisation, les sédentaires vivant le long du fleuve Niger et dans ses plaines alluviales, qu'il s'agisse des Bambara, des Songhay, des Djerma, des Gourmantche, des Dogon etc., étaient pris en étau entre deux poussées prédatrices, celle des Touareg au nord et celle des Peul au sud. Cette double prédation avait pour résultat que les villages étaient pillés et leurs habitants enlevés pour être vendus aux esclavagistes arabes.



Or, aujourd'hui, les trois principales zones d'activité des islamo-jihadistes sont précisément celles du passé : boucle du Niger, Macina, et nord du Nigeria.

Ces jihad furent le paravent de la chasse aux esclaves dont les principales victimes furent les Bambara et les Dogon, et cela d'autant plus facilement qu'étant demeurés animistes, leur mise en servitude était par avance légitimée par le Coran.

Ces épisodes qui ont profondément marqué les populations de la région constituent

Dans la région de la boucle du Niger, les raids des Touareg s'exerçaient depuis le désert au nord du fleuve et celles des Peul à partir de trois émirats, le Dallol⁷, le Liptako et le Gwando dans la région de Say.

Cette réalité explique le mécanisme d'entrée en soumission généralisé dans toute la vallée du Niger car, afin d'être épargnés par leurs razzias, les sédentaires devinrent tributaires des ethnies nomades prédatrices.

⁷ Dallol : vallée en langue peule et Bobaye en zarma, la langue des Djerma. La région est une vallée parcourue en saison des pluies par un cours d'eau temporaire

À l'ouest, les Songhay choisirent ainsi d'être les tributaires des Touareg lesquels, en échange, protégeaient leurs villages des attaques des Peul, notamment ceux du Liptako et du Gwando. Entre Gao et Ménaka, au fil du temps, certains des tributaires songhay s'assimilèrent quasiment à leurs protecteurs Touareg. Les Imghad le firent ainsi aux Touareg Ifora et les Daoussak aux Touareg Ouelleminden Kel Ataram.

Comme la rive nord leur était tributaire, c'était donc sur la rive sud du Niger que les Touareg menaient leurs razzias.

Plus à l'est, toujours sur la rive nord du fleuve Niger, les Djerma étaient dans la même situation que leurs voisins songhay mais, en fonction de la localisation géographique des prédateurs nomades, ils choisirent deux systèmes différents de protection. C'est ainsi les Djerma du sud devinrent tributaires des Peul pour être protégés des Touareg, alors que ceux du nord avaient demandé à ces derniers de les défendre contre les Peul.

La prédation des Peul était différente de celle des Touareg dans la mesure où elle était justifiée par l'islamisation. Ainsi, quand les Peul du Dallol attaquaient les Djerma, c'étaient des païens qu'ils pillaient et qu'ils vendaient comme esclaves, ce qui était différent de tributaires à

contrôler. Différentes étaient les razzias des Touareg qui n'avaient pour but que le pillage et qui n'étaient justifiées par aucun message religieux.

À la fin du XIX^e siècle, au début de la période coloniale, l'armée française bloqua l'expansion des peuples prédateurs nomades et figea la situation. Cependant, dans tout le Sahel occidental, la colonisation française eut deux conséquences contradictoires. Elle libéra les sudistes de la prédation nordiste mais, en même temps, elle rassembla razzieurs et raziés dans les limites administratives de l'AOF (Afrique occidentale française). Avec les indépendances, les délimitations administratives internes à ce vaste ensemble devinrent des frontières d'États à l'intérieur desquelles, comme ils étaient les plus nombreux, les sudistes l'emportèrent politiquement sur les nordistes selon les lois de l'ethno-mathématique électorale.

La conséquence de cette situation fut que, au Mali, au Niger et au Tchad, les Touareg et les Toubou qui refusaient d'être soumis à leurs anciens tributaires sudistes se soulevèrent, ce qui déboucha sur quatre décennies de guerres (1963-2008). Celles du Mali et du Niger furent menées par les Touareg, celles du Tchad par les Toubou et les Zaghawa.

C DE LA RÉSURGENCE À LA TRANSFORMATION DES ANCIENS JIHAD

Ce furent les Touareg⁸ qui, en 2012, déclenchèrent l'actuelle guerre du Sahel. La nouveauté fut alors qu'à la permanence de l'irrédentisme touareg, donnée de longue durée, se greffa avec opportunisme l'islamo-jihadisme qui changea la nature d'un conflit primitivement identitaire. Puis, les Touareg ayant été doublés par les islamo-jihadistes, le conflit s'étendit à tout l'ouest sahélien. Or, l'analyse de cette nouvelle guerre est difficile à faire pour deux principales raisons :

- Au nord, les alliances régionales et locales se font et se défont entre nationalistes touareg, trafiquants et islamo-jihadistes
- La guerre ayant débordé du nord au sud, d'abord au Macina, pour s'étendre ensuite au Niger et au Burkina Faso, nous assistons dans ces régions à une ethnisation du conflit avec l'affrontement de plus en plus direct entre certains Peul et les populations sédentaires suspectant, à tort ou à raison, l'ensemble des Peul de constituer le vivier des jihadistes.

⁸ Touareg est un vocable arabe, les Touaregs s'appellent entre eux imochar au singulier et imazeran au pluriel. On écrit parfois Targui au singulier et Touareg au pluriel.

La question touareg déclenche les actuels conflits

Le pays touareg ou Kel tamachek s'étend au cœur du Sahara. Avant la colonisation, les Touareg, Berbères nomades, étaient les seigneurs du désert. Ils apparaissent aujourd'hui comme des victimes de la décolonisation de l'Afrique de l'Ouest puisque leur peuple, évalué à environ deux millions d'âmes a été éclaté entre cinq Etats nés des indépendances : Algérie, Mali, Niger, Libye et Burkina Faso.

Relativement homogène au nord, le peuplement touareg s'est peu à peu dilué parmi la population des agriculteurs noirs ou des nomades peul de la région sahélienne.

Issus du découpage de l'ancienne AOF (Afrique occidentale française), les Etats sahéliens imposèrent, avec la revanche des sédentaires noirs, des nationalités artificielles à ces nomades « blancs » qui, par le passé les dominaient. Devenus étrangers dans des pays qui n'étaient pas les leurs, ces hommes des espaces infinis durent accepter de voir leurs axes de transhumance artificiellement barrés par des frontières artificielles. Ils furent également contraints d'accepter de voir leurs enfants scolarisés dans la langue de leurs nouveaux maîtres. De plus, afin de ruiner leur mode de vie fondé sur la transhumance pastorale, les Etats issus de la décolonisation décidèrent de les sédentariser de force par la saisie des chameaux et par la confiscation des troupeaux dès qu'ils franchissaient une frontière.

Tout ceci fit que les Touareg se révoltèrent dès 1962. Ce fut alors la première guerre touareg qui se déroula dans l'Adrar des Iforas, au Mali où le régime du président Modibo Keita réagit avec une grande fermeté, provoquant un exode en direction de camps de réfugiés algériens.

Puis, au mois de mai 1990, tant au Mali qu'au Niger, durant huit mois, se déroula une véritable « guerre des sables ». puis, le 6 janvier 1991, à Tamanrasset, sous l'égide de l'Algérie, les Touaregs signèrent un accord de cessez-le-feu avec le régime malien du général Moussa Traoré, mais la guerre reprit quelques semaines plus tard, l'Aïr devenant une zone « libérée ». Après le renversement du général Traoré, un « pacte national » fut signé le 11 avril 1992 à Bamako entre les autorités maliennes et une coordination des multiples mouvements touareg du Mali.

En mai 1992, les militaires maliens violèrent cet accord et les hostilités furent généralisées. A la fin de l'année 1994, les combattants touaregs contrôlaient le nord du Mali et du Niger. Puis, extrêmement divisés, ils déposèrent peu à peu les armes.

Au Mali, au début de l'année 2006 éclata une nouvelle rébellion mais, dès le mois de juillet 2006, à la suite d'une médiation algérienne, furent signés les accords d'Alger qui y mirent un terme.

Puis, en 2008, les forces armées maliennes durent faire face à des actions multiples. Au même moment, dans le nord du Niger, l'armée devait faire face aux rebelles du MNJ (Mouvement nigérien pour la justice) d'Aghalahy Alambo. Après l'échec de cette insurrection, les combattants touareg se réfugièrent en Libye⁹.

L'assassinat du colonel Kadhafi en 2011 changea radicalement les données du problème car, menacées par la révolution, les unités touareg quittèrent la Libye pour le Mali où, fin 2011-début 2012 elles déclenchèrent la guerre du Mali, matrice des actuels conflits.

⁹ L'acte de naissance de la politique touareg du colonel Kadhafi date du « discours d'Oubari » qu'il prononça en 1981. Furent ensuite constituées des unités militaires recrutées chez les jeunes touareg algériens, maliens, nigériens et libyens. Parmi ces combattants fut créé le FPLA (Front populaire de libération de l'Azawad) qui déclencha la rébellion touareg de 1990 au Mali avant de devenir le MPA (Mouvement populaire de l'Azawad) en 1991. Ses résurgences furent à l'origine des événements du Mali en 2011 et 2012, lors du soulèvement du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad). Au mois d'août 2008, le colonel Kadhafi révisa totalement sa position pour deux raisons, l'incapacité des Touareg à diriger un futur État saharien en raison de leurs multiples divisions internes (tribales, claniques, politiques, sociétales) et le dévoiement d'une cause "nationale" ayant sombré dans les trafics dont celui de la drogue. À l'époque, le jihadisme n'était pas d'actualité.

02 L'ISLAMO-JIHADISME ACTUEL

Au mois d'octobre 2011, deux ans après la fin de la quatrième guerre touareg, fut fondé le MNLA (*Mouvement national de libération de l'Azawad*) qui englobait plusieurs mouvements touareg et dont Mohamed Ag Nagim était le chef militaire. Son ossature était composée de Touareg Ifora qui avaient servi dans l'armée du colonel Kadhafi.

A 2012-2013, TOUT COMMENCE AU NORD AVEC LES TOUAREG DU MALI

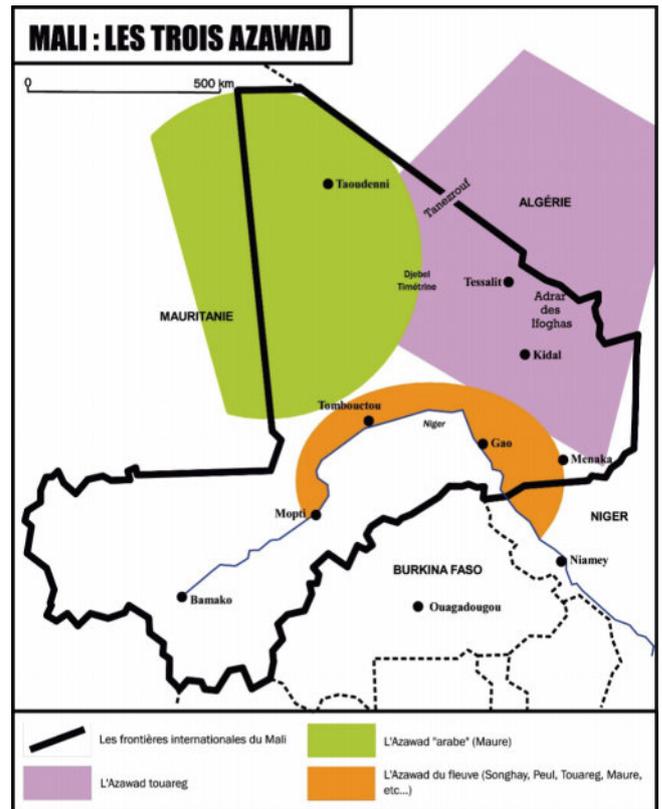
La guerre éclata le 17 janvier 2012, à Ménaka, quand le MNLA mit en déroute les forces armées maliennes.

Avec ce nouveau mouvement, en plus de la résurgence d'un conflit latent, c'était une nouvelle forme de revendication qui était formulée. Lors des précédentes insurrections, les Touareg s'étaient en effet battus pour obtenir plus de justice alors qu'au mois de janvier 2012, ils exigeaient la partition du Mali et la création d'un État de l'Azawad. Pour encore compliquer l'analyse de la situation, Iyad Ag Ghali, chef des précédents soulèvements et qui avait été tenu à l'écart de la fondation du MNLA, créa Ansar Dine, mouvement islamiste à double composante, arabe et touareg¹⁰.

À un mouvement initialement touareg avec une composante maure, se joignirent par opportunisme les combattants islamistes et islamo-mafieux du Mujao et d'Ansar Dine qui supplantèrent le MNLA et le chassèrent même de Gao, Tombouctou et Kidal.

Deux guerres avaient donc éclaté dans le nord du Mali :

- La première qui concernait les Touareg et leurs alliés maures était, et nous venons de le voir, menée par le MNLA dont le but était l'indépendance de l'Azawad, option qui passait par la partition du Mali. Cette indépendance fut d'ailleurs proclamée le 6 avril 2012.
- La seconde était menée par les jihadistes d'Ansar Dine et du Mujao dont l'objectif,



totallement différent, était l'instauration d'un califat islamique, au Mali et plus largement dans toute la zone sahélo-saharienne. Dirigé par Iyad Ag Ghali, un Touareg Ifora, tribu qui fournissait l'essentiel des troupes du MNLA, Ansar Dine était composé de sahéliens de diverses ethnies dont des Touareg et des Arabes sahariens comme des Chaamba, des Reguibat ou encore des Maures.

Face à cette situation, la France tergiversa. Paralysé par la campagne électorale présidentielle, Nicolas Sarkozy demeura attentiste, ce qui eut pour résultat la quasi-élimination du

¹⁰ Sans parler d'un troisième mouvement qui fit ensuite son apparition, le MUJAO (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest) qui était clairement aligné sur les positions d'Aqmi.

MNLA par le *Mujao et Ansar Dine*. François Hollande qui lui succéda eut une position intenable dans la mesure où il avait par avance, écarté toute intervention militaire, s'en tenant à une hypothétique aide à la formation des contingents africains qui pourraient ultérieurement intervenir...

Une accélération des événements se produisit début janvier 2013 quand se fit une tentative jihadiste de progression vers le sud, en direction de Mopti puis de Bamako. Le 8 janvier 2013 la ville de Konna fut prise et, dans l'urgence, François Hollande, le président de la République française donna l'ordre d'intervention.

Le 11 janvier 2013, plusieurs colonnes jihadistes se dirigeant vers le sud, furent alors « traitées » par des hélicoptères français. L'Opération Serval venait de débuter, légitimée par la **résolution 2085** du Conseil de sécurité des Nations unies du 20 décembre 2012 qui prévoyait une aide destinée à reconstituer une armée malienne apte à reprendre le contrôle de la partie nord du pays.

Du 25 janvier au 8 février 2013, les forces françaises reconquirent tout le nord du Mali, puis, à partir du 18 février, fut déclenchée **l'opération Panthère II** qui consista dans la réduction des éléments jihadistes repliés et retranchés dans le massif des Iforas. Puis, au mois d'août 2014, *l'Opération Barkhane* prit le relais de *l'Opération Serval*.

Le 23 mai 2014 furent signés les accords de paix de Kidal sous les auspices de l'Union africaine et de la Mauritanie et un processus de paix sembla alors s'engager. Le 15 mai 2015, l'accord de paix et de réconciliation d'Alger fut ensuite signé, mais les armes continuèrent à parler, le pouvoir de Bamako ayant refusé de prendre véritablement en compte les revendications du MNLA.

Ayant échoué à obtenir l'indépendance ou, du

moins, une très large autonomie de l'Azawad, le MNLA se trouva affaibli, avec pour conséquence l'isolement de plus en plus net des Ifora alors que, durant un temps, leur domination sur la revendication touareg malienne avait été totale. La CMA (Coordination des mouvements de l'Azawad) était ainsi une émanation ifora, Alghabass Ag Intalla, le frère de *l'amenokal*¹¹ des Ifora dirigeait le HCUA (Haut conseil pour l'unité de l'Azawad), quant à son numéro 2, Cheikh Ag Aoussa, tué le 8 octobre 2016 dans l'explosion d'une mine (?)¹² il était lui aussi ifora, comme le chef du MNLA, Bilal Ag Achérif.

Refusant le leadership trop prononcé des Ifora, les Touareg et leurs alliés se divisèrent peu à peu. Parmi les tribus ayant rejoint le MNLA à l'origine, figuraient les Idnanes, les Imididaghane, les Chamanamass, les Kel Antessar (Kel Ansar) et les Daoussak¹³. Or, au mois de décembre 2012, les Chamanamass de la région de Gao, fondèrent le FPA (Front populaire de l'Azawad) qui s'allia ensuite au GATIA du colonel Ag Gamou. Au mois de septembre 2016, les Daoussak créèrent le MSA (Mouvement pour le Salut de l'Azawad), une scission dirigée par Moussa Ag Acharatoumane cofondateur du MNLA, puis, au mois d'octobre 2016, les Kel Antessar (Kel Ansar) se séparèrent du MNLA pour créer le CJA (Congrès pour la justice dans l'Azawad) dirigé par Hama Ag Mahmoud.

Tout se passa alors comme si chaque fraction tribale et même clanique touareg ou apparentée, avait voulu former son propre groupe afin d'exister politiquement et cela afin de pouvoir contrôler sa fraction de zone de désert sur les axes du narcotrafic alors aux mains de quelques familles arabes.

Le résultat de ce délitement fut donc l'apparition d'une véritable mosaïque de groupes armés à base tribale et même clanique, donc une baisse du poids politique du MNLA et

11 Chef d'une fédération tribale touareg.

12 Ancien d'Ansar ed-Dine, en 2013, il avait fondé le MIA (Mouvement islamique de l'Azawad) qui devint le HCUA au mois de mai 2014 avant de rallier la CMA.

13 Les Daouassak dont le centre est Ménaka sont d'origine songhay.

de la CMA, ramenés peu à peu à leur seule composante ifora et, cela, parallèlement à la montée en puissance de l'islamo-jihadisme.

Les protagonistes de la guerre du nord Mali pouvaient alors être classés en six grandes coalitions : le MNLA et le CMA à composition quasi exclusivement ifora, les groupes dits d'autodéfense recrutant chez les sédentaires noirs héritiers des milices ethniques Gandakoy,

les Arabes du Mujao, mouvement salafiste recrutant chez les Maures et dans le Polisario, le MAA (Mouvement Arabe de l'Azawad), le Gatia du colonel Ag Gamou et Ansar Dine dirigé par Iyad Ag Ghali.

Ces grands groupes dont les objectifs étaient contradictoires s'opposèrent à partir du mois de mai 2015 dans une guerre interne au nord.

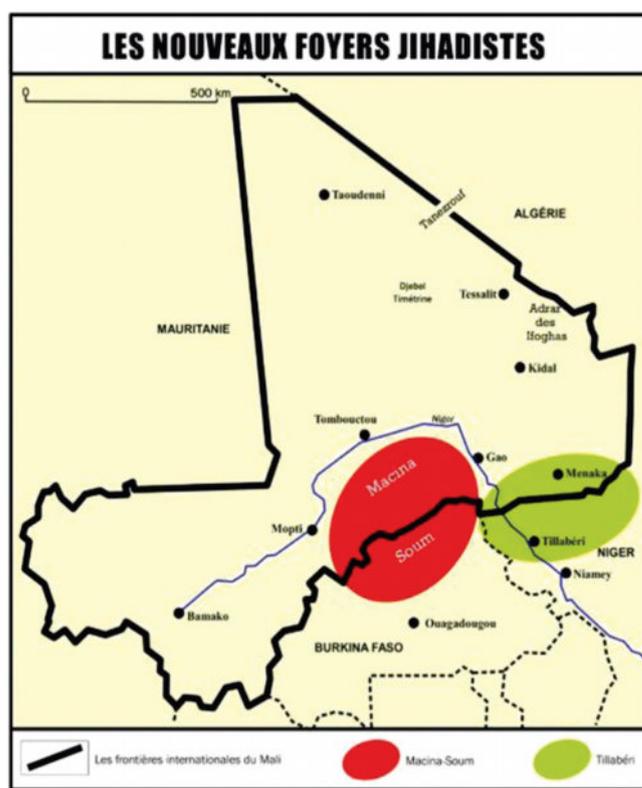
B 2015 : L'ISLAMO-JIHADISME FRANCHIT LE NIGER ET DÉVASTE LE MACINA

En 2015, après l'Azawad au nord du pays, ce fut le centre du Mali, l'ancien Macina historique, région administrative de Mopti, qui s'embrasa.

Le Macina est bien différent de l'Azawad saharo-sahélien. En partie composée du delta intérieur du Niger¹⁴, il est partiellement inondé une partie de l'année, donnant naissance à des zones exondées très fertiles convoitées à la fois par les agriculteurs Dogon (± 45 % de la population), Songhay ou Bambara, ainsi que par les éleveurs Peul (± 30 %). À partir de l'année 2018, dans la région du Macina, des affrontements meurtriers ont opposé Peul et Dogon¹⁵.

Le pays dogon qui déborde sur le Burkina Faso est situé au sud-ouest de la boucle du Niger et il fait administrativement partie de la région de Mopti. Son cœur est constitué par le plateau de Bandiagara dont la hauteur varie de 300 à 600 m et qui est délimité par une paroi abrupte coupée de failles, véritable barrière constituée d'éboulis de pierre bordés par un étroit piedmont de terre cultivable. À l'abri de cette forteresse naturelle les Dogon ont réussi à survivre entourés par un monde musulman hostile.

Ce n'est évidemment pas par choix que les Dogon se sont fixés dans la région pauvre en eau des falaises de Bandiagara. Leur installation est en effet l'aboutissement d'un long



processus de repli devant l'inexorable poussée musulmane qui se traduisait par une chasse effrénée à l'esclave. Les traditions des Dogon rapportent ainsi qu'ils sont originaires de l'ouest et qu'ils durent fuir devant un ennemi à cheval. Parvenus dans les falaises de Bandiagara, ils s'y retranchèrent, harcelés en permanence d'esclave. Le Coran interdisant la vente des musulmans, ils en furent d'autant

14 Voir à ce sujet Jean Gallais (1967).

15 Les Dogon qui constituent un peuple à la forte identité ont fait l'objet de très nombreuses études ethnographiques qui débutèrent par celles du capitaine Louis Desplagnes à partir de 1907, puis par les travaux de Germaine Dieterlen et Marcel Griaule (1965) de Montserrat Palau-Marty (1957), de Jean Gallais (1975) et de Bénédicte Thibaud (2005).

plus les victimes qu'ils étaient demeurés résolument païens.

Or, ces esclavagistes étaient majoritairement des Peul dont l'installation dans la région, notamment dans le Gourma, avait débuté au XVII^e siècle. Nous avons vu plus haut, mais il importe de le redire, qu'entre la fin du XVII^e siècle et la première moitié du XIX^e siècle, l'ouest africain sahélien fut dévasté lors des trois jihad peul d'Ousmane dan Fodio qui débuta en 1804 et qui se fit en pays Haoussa, de celui de Seku Ahmadou qui ravagea le Macina à partir de 1818 et de celui d'El-Hadj Omar qui s'étendit à toute la région de la boucle du Niger ainsi qu'au Macina à partir de 1852. Or encore, les principaux obstacles à cette expansion furent le fait des Bambara animistes du royaume de Ségou et des Dogon vivant dans le sud du Macina. Ces derniers furent peu à peu repoussés vers le plateau et les falaises de Bandiagara où ils ne survécurent qu'au prix d'une farouche résistance. Cependant, ils perdirent quasi totalement l'accès au piedmont agricole et pastoral qui fut occupé par les éleveurs peul. Les actuels affrontements entre Peul et Dogon, tirent directement leur origine de ces épisodes lointains pour des esprits occidentaux, mais totalement présents dans la mémoire locale.

En 1893, le général Archinard conquiert la région et ayant compris que l'arrivée des Français leur apportait la paix, les Dogon redescendirent peu à peu des falaises dans lesquelles ils s'étaient réfugiés pour se réinstaller dans la plaine occupée par les Peul. Or, depuis deux ou trois décennies, en raison, de l'essor démographique des Dogon, de l'adoption de l'élevage par ces derniers et de la péjoration climatique, la cohabitation des deux peuples devient de plus en plus difficile. D'où de très nombreux affrontements dont profitent les jihadistes peul qui volent au secours de leurs frères par le sang et par la religion. Quant aux Dogon, ils considèrent les Peul comme des envahisseurs cherchant à reprendre une conquête qui avait été mise entre parenthèses par la colonisation.

Accusés par les Dogon, de soutenir les jihadistes, les peul furent régulièrement victimes d'exécutions sommaires ou même de massacres de grande ampleur. L'accusation n'était pas sans fondement car les jihadistes du Macina sont essentiellement des Peul. Quant aux attentats de 2015 et 2016 qui ensanglantèrent Bassam en Côte d'Ivoire, Ouagadougou au Burkina Faso, Bamako et Sévaré au Mali, ils furent commis par des Peul du Macina.

D'ailleurs, au mois de janvier 2015, un Peul du Macina, Amadou Koufa, de son vrai nom Amadou Diallo, créa le FLM (Front de libération du Macina), diverticule d'Ansar Dine connu localement sous le nom de Katiba Macina. Or, Amadou Koufa ancre sa revendication sur l'ethnie peul. C'est ainsi qu'au début du mois de novembre 2018, il publia une vidéo dans laquelle il parût aux côtés d'Iyad Ag Ghali, le chef du mouvement Ansar Dine et de l'Algérien Djamel Okacha membre d'Al-Qaïda. Dans cette vidéo qui annonçait l'union des groupes jihadistes régionaux dans le GSIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans), il demandait aux Peul de se soulever et cela : « [...] où qu'ils se trouvent : au Sénégal, au Mali, au Niger, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Nigeria, au Ghana et au Cameroun ».

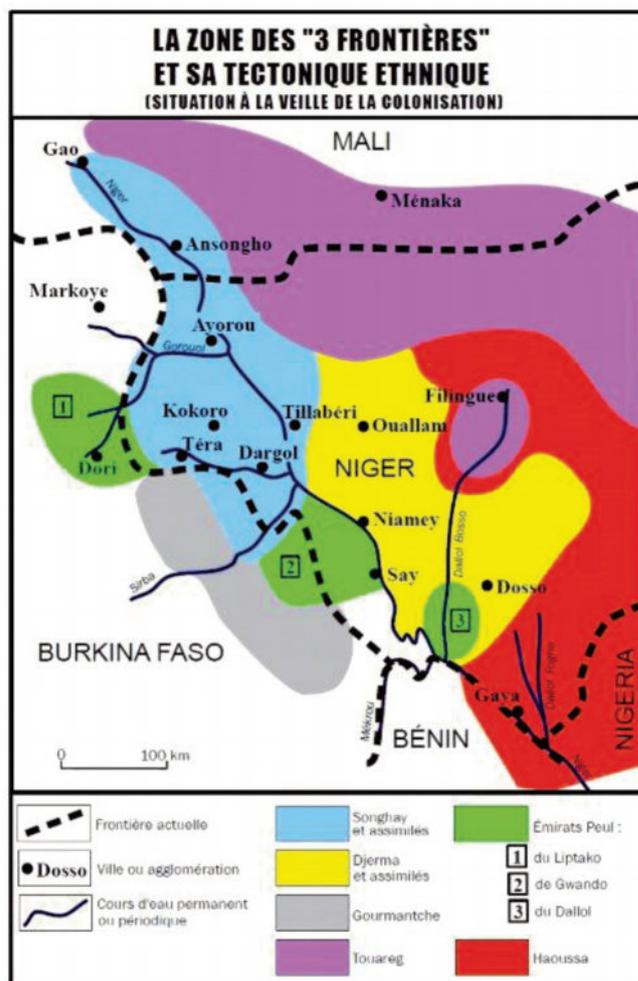
C 2017 : LE FRONT S'ÉTEND À LA RÉGION DES « TROIS FRONTIÈRES », AU NIGER ET AU BURKINA FASO

Sur l'axe Ménaka-Tillabéri, dans la région des « trois frontières » (Mali-Niger-Burkina Faso), le jihadisme a également réveillé les guerres d'hier.

Ici, l'actuel conflit a commencé au début de l'année 2012, quand, inquiets de voir les Touareg et les Daoussak rejoindre le MNLA, les Peul de la zone frontière se rapprochèrent des jihadistes (Crisis, 2018 : 8). Au début de l'année 2019, les groupes armés régionaux opposés aux jihadistes étaient le Gatia représentant les Imghad et le MSA (Mouvement pour le salut de l'Azawad), émanation des Daoussak. Face à eux, nous trouvons les groupes participant au jihad armé, à savoir l'EIGS (branche locale de l'État islamique) et les mouvements Mourabitoun et Jamaat Nosrat al Islam wal Muslimin qui recrutent essentiellement parmi les Peul et chez certains Djerma.

Cette région des « trois frontières » a véritablement commencé à faire parler d'elle le 4 octobre 2017, quand à proximité de Tillabéri, un élément américano-nigérien à ossature de forces spéciales tomba dans une embuscade qui fit 4 morts parmi les soldats américains et au moins cinq parmi les Nigériens ainsi que plusieurs blessés. Pour la première fois, des assaillants s'en étaient pris ouvertement, et dans un combat frontal, à une force occidentale, qui plus est, à des forces spéciales.

Cette attaque s'était produite dans une zone dans laquelle, une fois encore, le paravent islamique cache le cœur de la question. Tout se greffe en effet ici sur l'opposition entre Peul, Touareg, Imghad et autres groupes traditionnellement engagés dans une féroce compétition, hier pour le contrôle des points d'eau et des pâturages, aujourd'hui pour la maîtrise des routes du trafic. Dans ce contexte, certains Peul se sont jihadisés afin de pouvoir lutter contre leurs concurrents, notamment les Imghad. Ces derniers qui ont été primitivement



armés par le Mali pour lutter contre les Touareg Ifora du MNLA, ont profité de la situation pour s'en prendre à eux.

Une fois encore, un retour en arrière permet de comprendre que nous sommes d'abord en présence d'événements résurgents. Comme nous l'avons vu plus haut, avant la colonisation, les populations sédentaires vivant le long du fleuve Niger et dans ses plaines alluviales, furent prises en étau entre deux poussées prédatrices, celle des Touareg au nord et celle des Peul au sud. Trop faibles pour résister, les sédentaires devinrent tributaires de ces ethnies nomades afin d'être épargnés par leurs razzias. Se constituèrent alors des systèmes d'alliance-dépendance qui se retrouvent aujourd'hui dans cette région frontière entre le Mali et le Niger avec les ethnies-tribus ou clans soutenant les jihadistes et ceux qui les combattent.

Les principaux affrontements ethniques dans la région de la frontière Niger-Mali (2008-2019) :

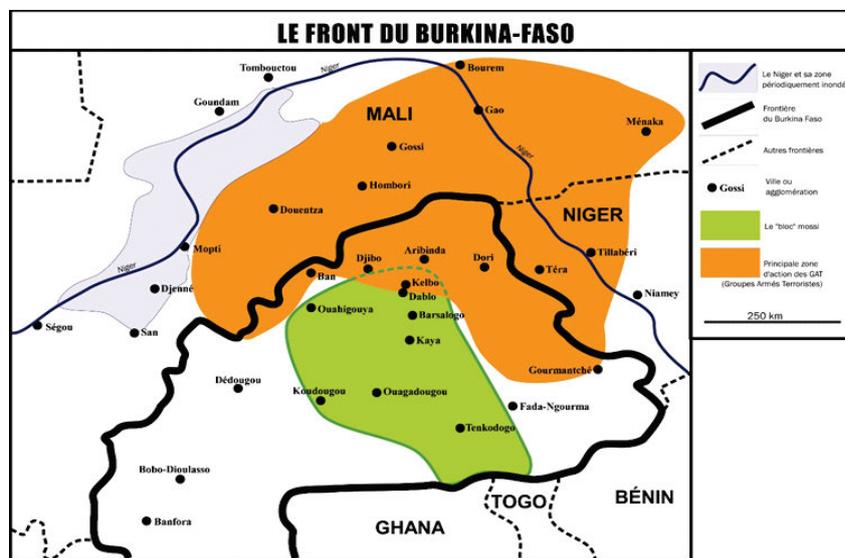
- 2008-2009 : Peul contre Djerma au nord de Tillabéri ;
- 2010-2011 : Peul contre Daoussak ;
- Décembre 2013-février 2014 : Peul contre Imghad dans les régions de Gao et au nord de Tillabéri ;
- Février 2014 : Touareg contre Peul.

De février à mai 2018 se déroula une véritable guerre entre Peul et Daoussak qui fit des dizaines de victimes :

- 3 février 2018 : à Talataye, des Peul massacrent des Daoussak ;
- 26 avril 2018 : massacre de Daoussak dans la région de Ménaka ;
- 27 avril 2018 : représailles des Daoussak près de Tillabéri ;
- 1er mai 2018 : massacre de Daoussak dans la région de Ménaka ;
- 9 mai 2018 : massacre de Daoussak dans la région de Ménaka ;
- 18 mai : des Daoussak massacrent des Peul dans la région de Tillabéri.

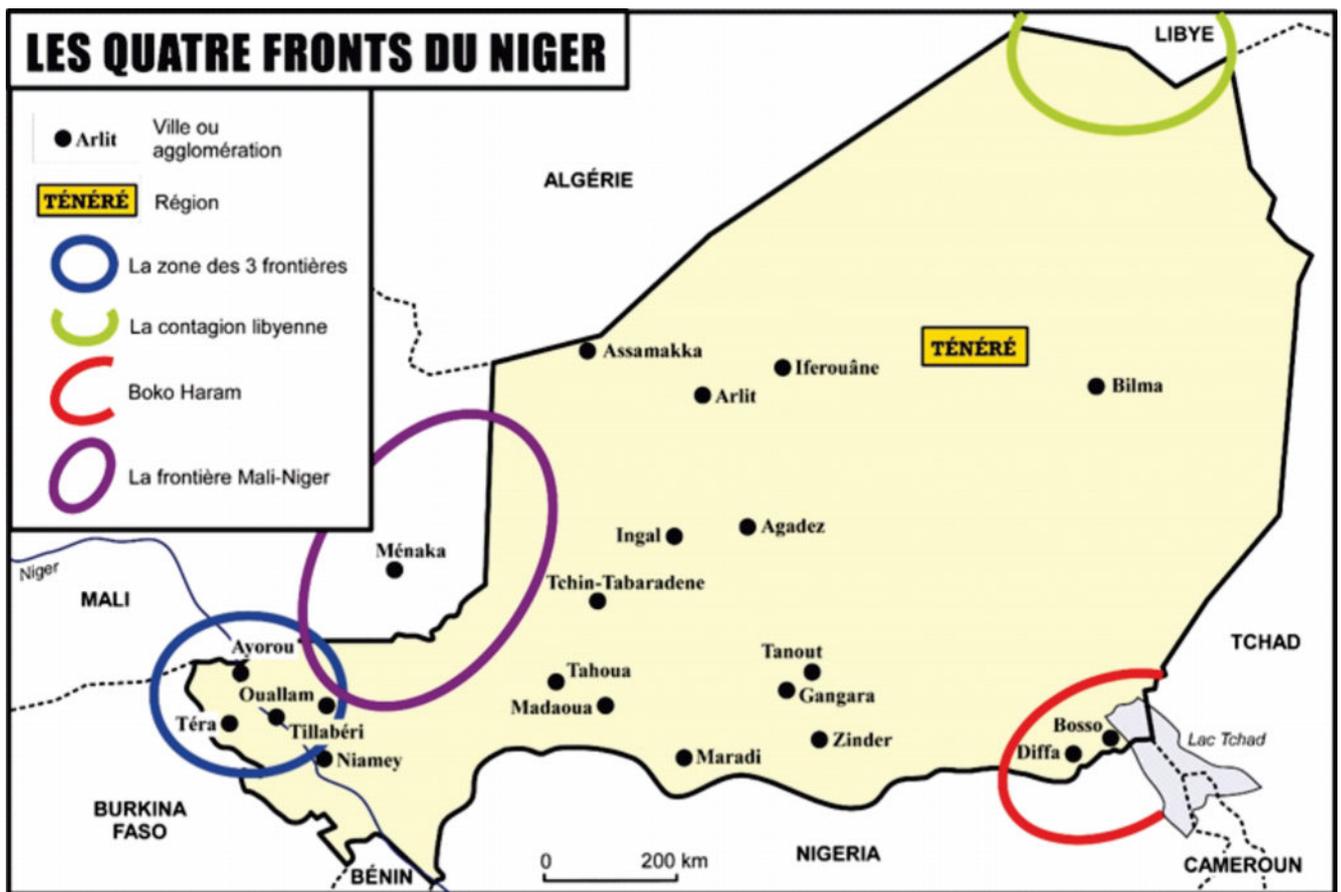
La conflictualité malienne a débordé au Burkina Faso où, dans la seconde partie de l'année 2018, une évolution s'est produite dans la mesure où l'insécurité entretenue depuis fin 2016 par le mouvement Ansarul Islam et qui ne touchait que la partie nord limitrophe du Macina malien, s'étendit à la partie sud-est. Durant les derniers mois de l'année 2018, l'est de la région de Fada-Ngourma a ainsi été touché par les actes terroristes.

Comme au Mali, abandonnées par l'armée et par l'administration les populations ont été contraintes de lever des milices, notamment en pays mossi, ce qui a encore amplifié une tension ethnique, ce dont profitent les jihadistes. Ces derniers exploitent les revendications locales avec opportunisme et habileté. C'est ainsi que dans l'est du Burkina Faso, ils veulent supprimer l'immense réserve naturelle d'où les



villageois ont été expulsés, et ils y autorisent la chasse et l'extraction de l'or.

Quant à l'armée, elle ne se remet pas de la chute de Blaise Compaoré intervenue en 2014. En 2019, les pertes militaires ont été de plus en plus importantes et la situation risqua de devenir hors de contrôle sur les périphéries du bloc territorial mossi.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

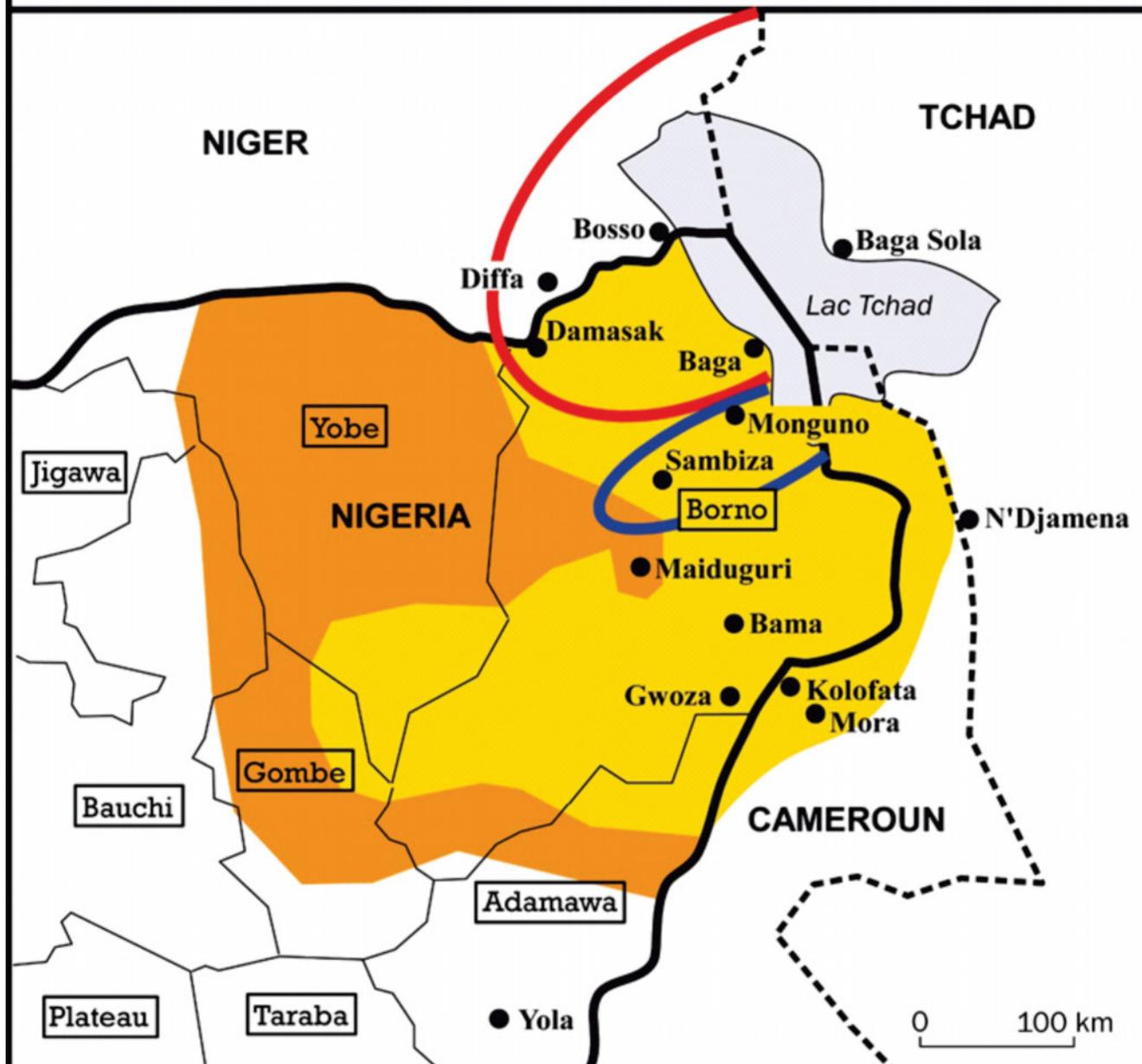
D 2002-2019 : BOKO HARAM DÉSTABILISE LA RÉGION PÉRI-TCHADIQUE

En 2018, Boko Haram connut une scission donnant naissance à l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO ou ISWAP selon son acronyme anglais), ce dernier dirigé par Abou Musa al-Barnawi, d'ethnie Kanouri comme Abubakar Shekau.

En 2018, combattu par Boko Haram et par l'armée du Nigeria, l'EIAO se replia sur le lac Tchad et réussit à s'implanter dans la région en jouant sur les rivalités ethniques de la zone. En se plaçant à la confluence des trafics transfrontaliers entre le Nigeria, le Niger, le Tchad et le Cameroun, l'EIAO réussit à recruter parmi trois groupes ethniques, les Kanouri, sa base initiale, les Peul et les Buduma, alors que Boko Haram « canal historique » est un mouvement quasi exclusivement kanouri.

Actif dans la partie nord du lac Tchad, dans la région des quatre frontières (Nigeria, Niger, Cameroun, Tchad), l'EIAO disposerait de plusieurs milliers de combattants. Alors que Boko Haram fraction historique a sombré dans le banditisme et massacre indistinctement les civils, l'EIAO a réussi à s'attirer le soutien des populations en ciblant ses attaques et en soutenant les revendications locales.

NIGERIA : LES ZONES D'ACTION DES DEUX BRANCHES ISLAMISTES



- | | |
|--|--|
| Yobe État | ● Yola Ville ou agglomération |
| Zone de présence de Boko Haram en 2015 | Zone d'action de Boko Haram "canal historique" en 2018 |
| Territoire contrôlé par Boko Haram (fin décembre 2015) | Zone d'action de l'EIAO (État islamique en Afrique de l'Ouest) en 2018 |

Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

L'EIAO a pris le contrôle de la région et du commerce du poisson et y a installé une autorité parallèle, luttant contre le banditisme, punissant les voleurs de bétail, et, toujours à la différence de Boko Haram, y autorise les campagnes de vaccination. Plus encore, l'EIAO s'est fait banquier en prêtant aux agriculteurs afin de leur permettre d'acheter des semences ou des outils. Il aide également au forage de puits.

Toujours à la différence de Boko Haram dont les attaques ne répondent à aucune définition stratégique cohérente, l'EIOA combine la guérilla avec ses procédés de harcèlement et les assauts classiques. Désormais, le mouvement est en mesure d'attaquer des garnisons importantes. C'est ainsi qu'au mois de juillet 2019, il a donné l'assaut au camp de Jili défendu par un bataillon (plus de 500 hommes), puis au mois de décembre, ce fut à une brigade entière qu'il s'en prit lorsqu'il lança l'assaut sur Baga.

Impuissante l'armée nigériane qui subit des pertes de plus en plus importantes tente d'asphyxier l'EIAO en faisant en quelque sorte le blocus de la région que contrôle le mouvement, ce qui se traduit par nombre d'exactions. Ce qui pousse encore davantage les populations locales vers l'EIAO.

Si la stratégie transfrontalière de l'EIAO réussissait, le risque serait de voir ceux des Arabes tchadiens opposés au président Déby rejoindre le mouvement, ce qui est déjà le cas pour certains d'entre eux, affaiblissant ainsi le pays pivot de la stabilité régionale.

Certains groupes arabes de la région péri-tchadique¹⁶ ayant des liens avec celles des tribus libyennes qui ont fait allégeance à l'Etat islamique, la situation devra donc être suivie avec la plus grande attention.

16 Sur les populations arabes de la région péri-tchadique, on se reportera à MacMichael (1967)

03 QUI SONT LES ISLAMO-JIHADISTES SUD-SAHARIENS ?

Un premier danger qu'il importe d'éviter est celui de chercher à approcher la question avec une vision trop « géométrique ». Vouloir cataloguer ou classifier trop précisément les divers groupes jihadistes revient en effet à tomber dans le piège tendu par ces derniers car ils changent constamment leurs affiliations ou leurs appellations afin de brouiller les pistes. Quand nous sommes en présence de véritables islamo-jihadistes, et non de trafiquants abrités derrière un paravent religieux, une chose est certaine : par-delà leurs appellations, tous ont le même but qui est la constitution d'un califat transethnique et transrégional.

Néanmoins, en 2019, dans le maquis des revendications et des affiliations, il est tout de même possible d'identifier quelques grands groupes principaux.

A LES PRINCIPAUX GROUPES

En 2019 les quatre principaux groupes jihadistes régionaux sont

1-Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)

Son chef est le Touareg ifora Iyad Ag Ghali qui « semblait » être le leader de la nébuleuse jihadiste sahélienne. Lui-même est officiellement rattaché à Al-Qaïda.

Iyad Ag Ghali, vétéran des insurrections touareg des années 1990-2000, avait auparavant fondé le mouvement islamiste Ansar Dine, essentiellement composé de sahéliens de diverses ethnies, notamment d'Arabes sahariens comme les Chaamba, les Reguibat ou encore les Maures. Il est réputé « proche » des Services algériens.

2-Ansarul Islam

Ce groupe a été créé au mois de décembre 2016 par un Peul nommé Ibrahim Dicko. Ce mouvement clairement ethno-centré sur une partie de l'ethnie peul opère dans le Macina malien et dans le Soum, région du nord du Burkina Faso. Ansarul Islam est également affilié à Al-Qaïda. Au Burkina Faso, son centre opérationnel semble être situé dans la région de Djibo, dans le nord du pays.

3-l'Etat islamique au grand Sahara (EIGS)

Le troisième groupe, le plus actif ces derniers mois, est apparu en 2018 et il est affilié à l'Etat islamique. Il s'agit de l'Etat islamique au grand

Sahara (EIGS) qui opère dans la région des « trois frontières », ainsi que dans l'est et dans le centre-est du Burkina Faso. Son chef, Adnane Abou Wali Al-Sahraoui, étranger à la région dans laquelle opère son groupe, s'y est implanté en épousant une Peul.

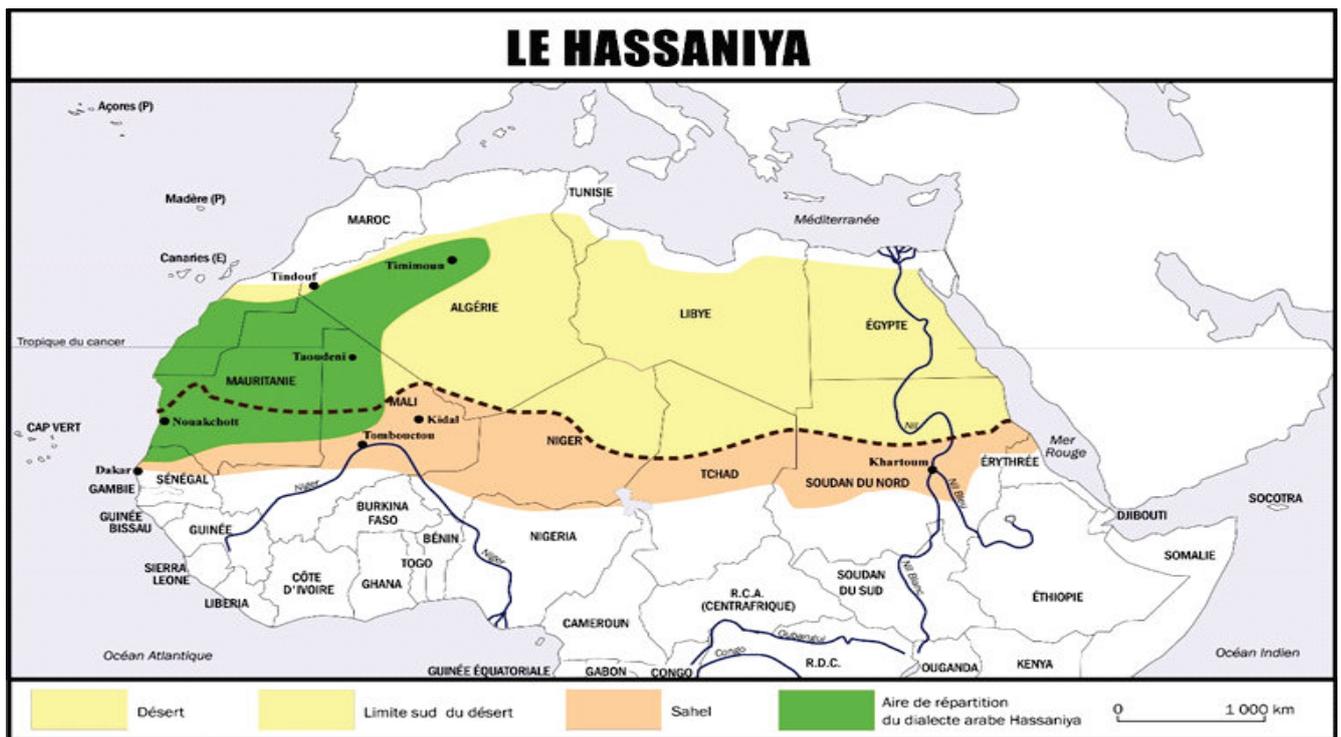
De son vrai nom Lehbib Ould Ali Saïd Ould Journani, Adnane Abou Wali Al-Sahraoui est né en 1973 à Layoune, dans l'ancien Sahara espagnol. Il appartient à la grande confédération des Réguibat dont la langue est le hassanya, ce qui lui ouvre une chaîne de relais dans toute la partie ouest du Sahara.

Sa famille étant opposée au rattachement du Sahara occidental espagnol au Maroc, elle se réfugia en Algérie et rejoignit ensuite le Polisario qui menait la guerre contre l'armée marocaine. Adnane Abou Wali Al-Sahraoui bénéficie de la chaîne de solidarités tribales et politiques gravitant autour de ce mouvement porté par l'Algérie.

Sa première action officielle se fit au mois d'octobre 2011 quand il enleva trois humanitaires italiens dans un camp du Polisario à Tindouf.

Abou Wali Al-Sahraoui rejoignit le *Mujao*¹⁷ en 2013 avec plusieurs membres du Polisario, donnant ainsi au mouvement une ouverture vers le nord par où il put se ravitailler en armes et en munitions parfois fournies par le Polisario. Le 22 août 2013, le Mujao fusionna

¹⁷ Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), fondé en 2011 par des Arabes sahariens ou originaires de l'Azawad dans le nord du Mali.



avec le mouvement dirigé par l'Algérien Mokhtar Belmokhtar, ce qui donna naissance au groupe Al-Mourabitoune dont Abou Wali Al-Sahraoui devint un des dirigeants.

En 2015 se produisit une évolution confuse dans la mesure où Abou Wali Al-Sahraoui fit allégeance à Abou Bakr al-Baghadhi, chef de l'Etat islamique (EI), alors que Mokhtar Belmokhtar réaffirmait sa loyauté à Al-Qaïda. Abou Wali Al-Sahraoui rompit alors officiellement avec ce dernier et il forma l'EIGS qui s'implanta originellement chez les Peul vivant au sud de Ménaka. Là, il s'opposa aux Touareg et il choisit de glisser vers Tillabéri, dans la région des «trois frontières», côté nigérien (carte page...). C'est là qu'au mois d'octobre 2017, et comme je l'ai dit plus haut, il tendit une embuscade aux forces spéciales nigériennes et à leurs cadres américains, tuant quatre de ces derniers¹⁸.

Le cœur de l'actuelle zone d'action d'Adnane Abou Wali Al-Sahraoui est la région des «trois frontières» (Mali-Niger-Burkina Faso où, inséré dans le maillage peul, son groupe est très

majoritairement composé de Peul encadrés par des Arabes sahariens. Bien que collaborant avec les autres GAT (Groupes armés terroristes), son autonomie semble totale.

La stratégie de l'EIGS est à la fois différente et complémentaire de celle des autres GAT dans la mesure où, peut-être en raison de sa faiblesse numérique actuelle, il a, jusque-là du moins privilégié, l'essaimage de ses actions plutôt que la saturation d'une zone.

C'est ainsi que ses composantes opèrent sur un immense espace couvrant la région des «trois frontières» ainsi que la frontière entre le Niger et le Burkina Faso, soit sur plus de 1000 kilomètres de long.

Le 14 mai 2019, poursuivis par l'armée nigérienne après qu'ils eurent attaqué une prison à Koutoukalé, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Niamey, les jihadistes de l'EIGS ont tendu une embuscade à leurs poursuivants à proximité de la frontière malienne, tuant une trentaine de soldats.

¹⁸ Au mois d'août 2018, l'armée française a annoncé avoir tué Mohamed Ag Almouner qui aurait été le maître d'œuvre de l'attaque.

4-Boko Haram

Depuis 2002, année de l'apparition du mouvement Boko Haram, le nord-est du Nigeria, est en situation de guerre. Le conflit qui est ancré sur la zone de peuplement des Kanouri¹⁹, a débordé sur une partie de la région péri-tchadique (Niger, Cameroun et Tchad).

Boko Haram a une interprétation intégriste du takfir (l'excommunication), considérant que tout musulman non rallié à sa vision de l'islam est un ennemi qui doit être éliminé. Voilà pourquoi il utilise des kamikazes, notamment des femmes et des enfants qui se font exploser dans les mosquées ou sur les marchés, ceux qui les fréquentent étant considérés comme des mécréants.

A l'origine, Boko Haram s'en est pris aux

chrétiens afin de les pousser à fuir. Puis, le mouvement s'est attaqué à tout ce qui représentait l'État nigérian. Au mois de juillet 2009, Boko Haram lança ainsi des attaques coordonnées dans quatre États du nord (Bauchi, Borno, Yobe et Kano)²⁰.

En 2015, Aboubacar Shekau, le chef de Boko Haram fit allégeance à l'EI (État islamique). Puis, au mois d'août 2016, l'EI lui retira sa reconnaissance, et le remplaça par Abou Musa al-Barnawi qui fut nommé wali (gouverneur).

Puis, en 2018, Boko Haram éclata en deux branches. Sa dissidence qui a pris le nom d'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO ou ISWAP selon son acronyme anglais) est dirigée par Abou Musa al-Barnawi, d'ethnie Kanouri comme Aboubacar Shekau.

B LES IDENTITÉS MULTIPLES ET INTERCHANGEABLES DU JIHADISME

Les groupes armés jihadistes ne sont pas statiques car leurs affiliations changent en fonction du contexte, des opportunités et des luttes de pouvoir.

«Les loyautés volatiles permettent aux combattants de quitter facilement un groupe armé s'ils voient de meilleures options dans un groupe voisin ou simplement d'autres opportunités » (Haugegaard, 2018: 69).

Poser la question du vrai visage de l'islamo-jihadisme sud-saharien débouche sur quatre interrogations:

- Sommes-nous réellement en présence de religieux rigoristes voulant imposer le «véritable» islam ? Les jihadistes saharo-sahéliens sont-ils des sortes de moines-soldats combattant l'islam local considéré comme déviant et hérétique parce que syncrétique et

donc ouvert à l'abomination des abominations, à savoir «l'innovation blâmable (bid'a)», autrement dit, tout ce qui ne figure pas dans le Coran ?

- Sommes-nous en présence de trafiquants utilisant le jihadisme pour brouiller les pistes²¹ ?

- Sommes-nous face à des revendications sociales, politiques et ethniques habillées du voile religieux ?

- Ne sommes-nous pas en présence des trois à la fois, avec des degrés différents d'importance de chaque point selon les moments²² ?

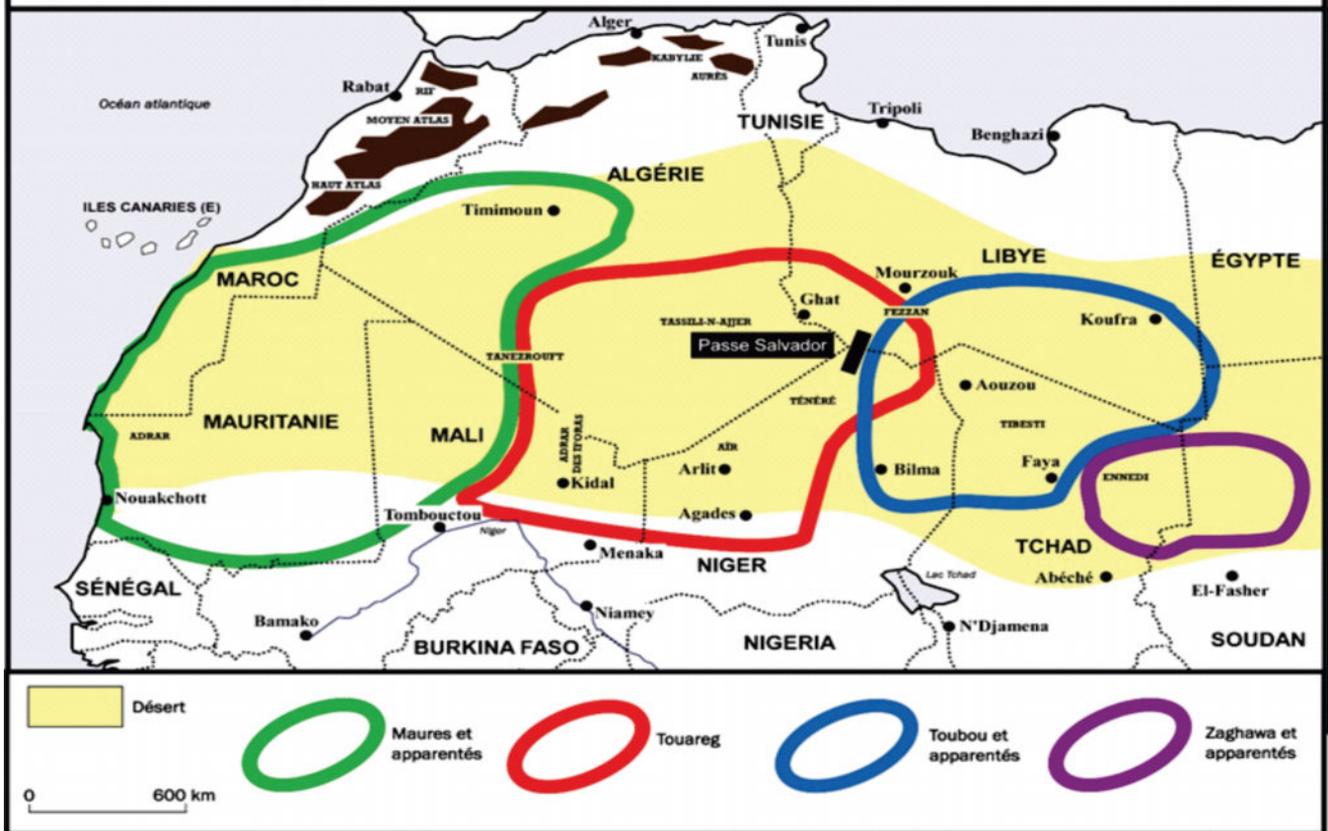
Dans son rapport du 12 juin 2018, Crisis Group a synthétisé la question en écrivant que :

« [...] la frontière entre le combattant jihadiste, le bandit armé et celui qui prend les armes pour défendre sa communauté est floue. Faire

19 Les statistiques de l'armée qui indiquaient alors que 90 % des prisonniers faits au combat ou lors des opérations de maintien de l'ordre étaient Kanouri.

20 À partir de 2011 Boko Haram utilisa la frustration politique des élites nordistes qui n'acceptaient pas que le pays soit dirigé par un chrétien sudiste, en l'occurrence, le président Goodluck Jonathan qu'elles accusaient de ne pas avoir respecté l'alternance régionale à la tête de l'État fédéral. À la fin de son second mandat qui s'acheva au mois d'avril 2007, le général Obasanjo, un sudiste chrétien d'ethnie Yoruba qui avait été adoubé par le lobby militaire nordiste, eut pour successeur élu, Umaru Musa Yar'Adua, un nordiste musulman d'ethnie Haoussa originaire de l'État de Katsina. Son mandat était de quatre ans, mais il mourut en 2010, soit un an avant sa fin et le vice président, Goodluck Jonathan, un chrétien sudiste, lui succéda comme le veut la Constitution. Or, les nordistes considéraient qu'il aurait dû s'effacer pour laisser un des leurs être élu à la tête de l'État fédéral. Mais le président par intérim se présenta aux élections présidentielles et, en 2011, il fut élu à l'issue d'un scrutin clairement ethnique régional, le sud chrétien ayant voté pour lui alors que le nord musulman s'était massivement prononcé pour le général Buhari. Cette élection provoqua l'inversion des rapports de force car les sudistes prirent le contrôle de la production pétrolière, puis ils cassèrent le monopole que les Peul (Fulani) exerçaient sur l'armée en favorisant la promotion d'officiers originaires du sud, le plus souvent chrétiens.

LES QUATRE PRINCIPAUX PEUPLES DU SAHARA



tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

l'économie de cette distinction revient à ranger dans la catégorie « jihadiste » un vivier d'hommes en armes qui gagnerait au contraire à être traité différemment » (Crisis, 2018 : 17).

A ce sujet, il importe de bien mettre en évidence le fait que la région a toujours tiré l'essentiel de sa subsistance de son rôle d'intermédiaire joué par les quatre grands peuples saharo-sahéliens entre l'espace méditerranéen et le monde des savanes situées au sud du Sahel. Cette donnée de longue durée a eu des conséquences qui se retrouvent aujourd'hui. Ainsi :

-Durant la période précoloniale, le commerce transsaharien dépendait de l'organisation de caravanes. Les tribus arabes ou touareg avaient le monopole de leur sécurisation. Aujourd'hui il en est de même avec le moderne commerce transsaharien qui repose sur la traite des

migrants et sur la drogue. Ce commerce nécessite en effet de solides infrastructures armées afin de protéger les convois contre les groupes rivaux cherchant à les intercepter, ce qui fait que nous avons assisté à :

« [...] la constitution progressive d'une catégorie d'individus qui vivent du métier des armes à la frontière entre le Mali et le Niger, dont beaucoup n'ont que peu à voir avec le terrorisme » (Crisis, 2018 : 23).

-Cette militarisation a progressivement permis la jonction avec la revendication religieuse, notamment dans :

« (...) le nord du Mali, (où) la mise en œuvre de la charia consiste essentiellement à créer un espace pour l'industrie de la contrebande » (Haugegaard, 2018 : 67).

21 Déjà dans les années 1920-1930 les révoltes des Maures et des Touareg s'accompagnaient : « (...) assez systématiquement d'un appel à rejeter les koufars (mécréants) au nom de l'islam. Ressort classique de la lutte armée au Soudan français, le thème de la guerre sainte a un impact fort parmi la jeunesse guerrière des tribus, toujours prompt à profiter de l'aubaine spirituelle pour partir en dissidence, passage obligé avant le rezzou, lui-même gage de profits et de notoriété acquise les armes à la main » (Garnier, 2018 : 105).

22 Iyad Ag Ghali est ainsi un personnage clé opérant à la confluence entre réseaux islamistes, réseaux rebelles et réseaux de contrebande.

C L'ISLAMO-JIHADISME EST-IL LE PARAVENT DU NARCOTRAFFIC ?

Dans la partie nord du Sahel, le jihadisme est régulièrement devenu le paravent du narcotraffic et les affrontements y résultent régulièrement de tentatives d'élargissement des zones d'action des réseaux mafieux. En réalité, dans la guerre à laquelle se livrent les uns et les autres dans l'océan du désert, les carrefours sont les ports par où passent obligatoirement la cocaïne et les migrants à destination de l'Europe., qu'il s'agisse de Kidal, de Tessalit etc. Voilà donc pourquoi les combats se déroulent autour d'eux.

Mais, ce que nous baptisons « trafic » à travers notre lecture euro-péo-centrée n'est en réalité que la continuation moderne du commerce traditionnel transsaharien qui a fait vivre les populations à travers des routes trans-ethniques millénaires. Nous y attaquer multiplie nos adversaires et fragilise nos axes de communication car, bien que se combattant, les groupes armés sont tous impliqués à des degrés divers dans cette activité.

« Les actions des groupes jihadistes sont guidées par une combinaison de facteurs, allant des luttes de pouvoir au niveau local aux conflits claniques internes, en passant par la poursuite d'intérêts économiques associés au commerce de contrebande » (Haugegaard, 2018).

Un exemple : dans le nord du Mali, la mise en place de l'accord de paix du mois de juin 2015 fut impossible à mettre en pratique car, comme les groupes armés vivent tous de l'insécurité et des trafics, ils n'avaient donc pas intérêt à encourager la fin des hostilités. Tout le nord du Mali est en effet irrigué par le trafic du haschich et de la cocaïne qui a donné une formidable opportunité de survie aux populations locales et d'enrichissement à leurs cadres.

Or, ce narcotraffic est contrôlé par quelques grands trafiquants intouchables ayant pignon sur rue à Bamako. Tout le long de la route qui part du littoral africain atlantique et qui aboutit en Afrique du Nord puis en Europe, ils ont constitué une chaîne de complicités constituée de maillons formés par tous les groupes, qu'ils se réclament ou non du jihadisme et qui, d'une

manière ou d'une autre, sont partie prenante dans cette activité.

Jusque dans les années 2000, le monopole de ce trafic fut détenu par des tribus arabes, qu'il s'agisse des Bérabiches dans la région de Tombouctou et Taoudeni, ou des Lamhar de Gao et de la vallée du Tilemsi. Aujourd'hui, ce monopole arabe n'existe plus car des Touareg sont à leur tour devenus actifs dans un trafic à ce point lucratif, que les larges solidarités ethniques, par exemple les grands groupes arabes ou touareg, ont éclaté au profit d'un morcellement clanique, rendant encore plus difficile toute analyse et donc toute sortie de crise.

Ainsi, en plus des traditionnels affrontements entre Arabes et Touareg, c'est désormais à l'intérieur de ces ensembles qu'existent des divisions. Tribus et narcotrafiquants sont ainsi engagés dans la constitution d'alliances de circonstances souvent contre-nature, fluctuantes et fragiles qui viennent encore davantage obscurcir toute tentative de règlement politique. Or, les islamo-jihadistes sont parfaitement intégrés à ces alliances.

Face à ces réalités, la réponse militaire a des limites. D'abord, parce que, comme, ici, tout repose sur les ethnies, les tribus et les clans :

« Les opérations contre-terroristes ne s'effectuent pas dans un espace vide d'enjeux politiques locaux, mais sur fond de luttes pour le contrôle de territoires et de ressources. L'appui à certains groupes armés interfère avec ces dynamiques locales. Ceux qui ne sont pas soutenus par leur État ou par les militaires français sont tentés de chercher l'aide des jihadistes [...] (Crisis, 2018 : 17)

Ceci fait que, lorsque Barkhane mène des opérations anti-jihadistes, la perception qu'en ont les habitants est que la France soutient certaines communautés contre d'autres.

Se pose alors la question de savoir pourquoi cette région est à ce point propice aux actions islamo-jihadistes. La réponse est multiple et nécessite une approche à la fois géographique et historique.

CONCLUSION

L'exemple du Sahel montre l'importance du phénomène d'emboîtement des composantes islamo-jihadistes. Ce phénomène de "poupées russes" se retrouve à travers toute la région. Cependant, bien qu'emboîtés, les foyers jihadistes n'ont pas « coagulé » dans un jihad global ayant pour but la fondation d'un califat transethnique et transnational.

En effet, même si de multiples et fortes connivences existent, même si des alliances de circonstance sont nouées, les énormes fossés ethniques et « économiques » séparant les protagonistes ont jusqu'à présent empêché l'engorgement car, en dépit de la volonté de leurs chefs, les intérêts des membres de ces mouvements sont régulièrement rivaux.

Cependant, l'immense zone saharo-sahélo-guinéenne ne pourra pas être pacifiée sans un véritable quadrillage hors des moyens de Barkhane, et inenvisageable politiquement.

Le G5 Sahel est-il alors la solution ? On peut légitimement en douter car, en plus d'apparaître comme étant une « coquille vide », il ne traitera pas les causes du conflit. De plus, comment prétendre mettre en place une force militaire transfrontalière quand les cinq pays partenaires (Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso et Tchad), n'ont pas les mêmes priorités sécuritaires ? Sans parler des faiblesses des armées nationales.

Enfin, aucune paix durable ne sera instaurée dans la région tant que les problèmes nord-sud qui furent le déclencheur des hostilités ne seront pas réglés. Alors que la priorité serait de traiter le foyer primaire de la guerre actuelle, à savoir la question touareg, les autorités de Bamako ne sont pas disposées à faire de réelles concessions constitutionnelles à ces derniers.

Dans ce sombre tableau, un élément positif apparaît néanmoins, celui des limites de l'ennemi islamo-jihadiste qui se trouve face à une grande contradiction. Son islam qui se veut universel, n'a en effet pas réussi -à ce jour-, à transcender les ethnies. C'est même un phénomène contraire qui est apparu puisque le jihadisme qui affirmait vouloir dépasser l'ethnisme en le fondant dans un califat régional, s'est trouvé pris au piège d'affrontements ethnocentrés. Face à l'échec de son projet universaliste, il s'est même vu contraint de prendre appui sur certaines ethnies, notamment les Peul ou les Kanouri, et cela, contre les autres. Là se trouve la voie de la contre-insurrection.

BIBLIOGRAPHIE

- Bernus, E.**, (1992) « Être Touareg au Mali ». *Politique Africaine*, n° 47, octobre 1992, pp 23-30.
- Bernus, E.**, (1993) *Touaregs nigériens, unité culturelle et diversité régionale d'un peuple*. Paris.
- Bernus, E.**, (2002) *Les Touaregs*. Paris.
- Boiley, P.**, (2012) *Les Touaregs Kel Adagh. Dépendances et révolte : du Soudan français au Mali contemporain*. Paris.
- Bouquet, Ch.**, (2017) « Le Sahara entre ses deux rives. Éléments de délimitation par la géohistoire d'un espace de contraintes ». *Géococonfluences*, décembre 2017, en ligne.
- Bourgeot, A.**, (1995) *Les sociétés touarègues. Nomadisme, identité, résistances*. Paris.
- Carré, M et alii.**, (2018) « Modern drought conditions in Western Sahel unprecedented in the past 1600 years ». [En ligne](#).
- Chapelle, J.**, (1982) *Nomades noirs du Sahara, les Toubou*. Paris.
- Chassey, F (de).**, (1978) *L'étrier, la houe et le livre*. Paris.
- Claudot-Hawad, H.**, (2016) « Les enjeux de la « question touarègue » au Sahel ». *Mondafrique*, 4 juillet 2016, [en ligne](#).
- Crisis Group.**, (2015) Le Sahel central : au coeur de la tempête. *Rapport Afrique* n° 227, 25 juin 2015.
- Crisis Group.**, (2018) Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique. *Rapport Afrique* n° 261, 12 juin 2018.
- Dieterlen, G et Griaule, M.**, (1965) *Renard pâle. Ethnologie des Dogons*. Paris.
- Dumont, G-F.**, (2009) « La géopolitique des populations du Sahel » *Cahiers du CEREM*, n° 13, 2009, pp 33-46 en ligne.
- Gallais, J.**, (1967) *Le delta intérieur du Niger, étude de géographie régionale*, IFAN-Dakar, 2 tomes, 621 pages. Et 1975.
- Gallais, J.**, (1975) *Pasteurs et paysans du Gourma. La condition sahélienne*. Travaux du CEGET. Paris.
- Garnier, E.**, (2018) *L'Empire des sables. La France au Sahel (1860-1960)*. Paris.
- Griaule, M.**, (1938 nouvelle édition 2004) *Masques dogons*. Paris.
- Haugegaard, R.**, (2018) « La charia « business du désert ». Comprendre les liens entre les réseaux criminels et le djihadisme dans le nord du Mali. », [en ligne](#).
- Le Flem J-G et Oliva, B.**, (2018) *Un sentiment d'inachevé. Réflexion sur l'efficacité des opérations*. Éditions de l'Ecole de Guerre, Paris.
- Leroux, M.**, (1994) « Interprétation météorologique des changements climatiques observés en Afrique depuis 18 000 ans. ». *Geo-Eco-Trop*, 1994,16, (1-4), pp. 207-258.
- Leroux, M.**, (2000) *La dynamique du temps et du climat*. Paris.
- Lugan, B.**, (2015) *Histoire de la Libye des origines à nos jours*. Chez L'auteur.
- Lugan, B.**, (2016) *Histoire de l'Afrique du Nord des origines à nos jours*. Paris.
- Lugan, B.**, (2019) *Les guerres du Sahel des origines à nos jours*. Chez l'auteur.
- MacMichael, H.A.**, (1967) *A History of The Arabs in The Sudan and some Account of The People who preceded them and of The Tribes Inhabiting Darfur*. Londres.
- Maley, J et Vernet, R.**, (2013) « Peuples et évolutions climatiques en Afrique nord-tropicale, de la fin du Néolithique à l'aube de l'époque moderne ». *Afriques, débats, méthodes et terrains d'histoire*, vol 4.
- Mathieu, J-M.**, (1998) *Les bergers du soleil. L'Or Peul*. Paris.
- Mériadec, R.**, (2013 a) « Les rébellions touarègues au Niger ». *Cahiers du RETEX*, janvier 2013.
- Mériadec, R.**, (2013 b) *La Révolte des hommes bleus (1857-2013)*. Paris.

Ozer, P et alii., (2010) « Désertification au Sahel : historique et perspectives ». BSGLG, 2010, 54, pp 69-84.

Palau-Marty, M., (1957) *Les Dogon*. Paris.

Pondopoulo, A., (1977) *Les Français et les Peuls. Histoire d'une relation privilégiée*. Paris.

Retaille, D., (1984) La sécheresse et les sécheresses au sahel, *L'Information géographique*, 1984, 48, pp 137 à 144.

Saint Girons, A., (2009) *Les rébellions touarègues*. Paris.

Sardan, J-P (de)., (1982) « Le cheval et l'arc » dans *Guerres de lignage et guerres d'États en Afrique*, pp 190-234, Paris.

Seignobos, Ch., (2018) « Boko Haram a été le révélateur de toutes les haines de voisinage ». *Afrique contemporaine* (en ligne).

Tardy, Y et Probst, J-L., (1992) « Sécheresses, crises climatiques et oscillations téléconnectées du climat depuis cent ans ». *Sécheresse*, 1992; 3: 25-36

Thibaud, B., (2005) « Enjeux spatiaux entre Peuls et Dogon dans le Mondoro (Mali). *Sécheresse*, 2005, 16(3) : 165-174.

TRAFICS ET FLUX DE L'ISLAMO-BANDITISME AU SAHEL (PAR H. JUVIN)

La déstabilisation du Sahel, telle que la destruction de l'État libyen l'a accélérée et amplifiée, est une affaire européenne.

Afflux de migrants en Suède, arrivée de cocaïne de qualité exceptionnelle aux Pays-Bas et à Londres, nouveaux réseaux criminels dotés d'armes lourdes jusqu'en Europe du Nord, diffusion de fausses pièces détachées, de faux médicaments et de faux produits de luxe... Voilà quelques-unes des réalités auxquelles sont confrontés des pays de l'Union européenne qui sont à la fois peu conscient, peu informés et peu armés pour y faire face.

Quelques points communs cependant ;

- Les nouveaux trafiquants de produits illicites ou criminels passent en dessous des radars. Ils voyagent avec des visas de tourisme, se noient dans la masse de leurs coreligionnaires et disposent de réseaux d'accueil et de facilitation des affaires.
- Les routes suivies sont bien connues, et pour certaines, séculaires. C'est la route du Trabendo, qui va de Marseille (Belzunce) jusqu'à l'Afrique occidentale et remonte vers l'Europe du Nord ; c'est la route des Sultans, qui va du Sahel à la Turquie vers les Balkans et se poursuit dans toute l'Europe de l'Ouest, une route dont le PIB représenterait quelques 7 à 8 milliards de dollars annuels, comparable au PIB de l'Albanie ; c'est la route du Sud, qui s'articule autour de la Libye et de la frontière tunisienne.
- Le nexus de la majeure partie des trafics se situe dans l'immense zone sahélienne, grande comme plusieurs fois la France, zone dans laquelle la destruction du régime libyen, le pillage des arsenaux de Khadafi et la faillite des États qui ne tiennent plus leur territoire fait la fortune de groupes islamo-mafieux qui renouent avec les pratiques ancestrales du rezzou - mais à l'échelle continentale.
- L'articulation critique se fait dans les Balkans, sur fond de radicalisation islamiste et de monopole de la violence armée peu à peu étendue à une grande partie de l'Europe dont les criminels locaux sont éliminés.

L'ampleur des trafics est généralement méconnue. Les polices des frontières évaluent à quelque 65 000 au moins le nombre des trafiquants de migrants, en majorité issus des Balkans, qui vont chercher jusqu'en Afrique occidentale et centrale les cargaisons de migrants qu'ils expédieront de l'autre côté de la Méditerranée. Ces trafiquants qui renouvellent les pratiques des anciens marchands d'esclaves, bénéficient d'une impunité étrange et de la complicité objective de dizaines d'organisations soi-disant humanitaires, qui les aident à tourner les lois européennes et à forcer les frontières ; le trafic des migrants est estimé représenter pour la seule Turquie de 600 à plus d'1 milliard de dollars par an, et plusieurs centaines de millions d'euros aux passeurs actifs au Sahel.

La contrebande de cigarettes est une autre composante majeure du trafic trans-méditerranéen. Près du tiers des cigarettes achetées en France le serait en fraude ; soit un chiffre d'affaires criminel de l'ordre de 9 milliards d'euros par an ! Cette contrebande assurerait jusqu'à... 80 % de la consommation en Tunisie, au Mali et dans d'autres pays africains.

Au Maroc comme en Tunisie et en Algérie, c'est par millions que se comptent les objets contrefaits ou frauduleux saisis. En provenance de Dubaï, souvent même de Hong-Kong, objets et matériaux divers, soit contrefaçon, soit faux, gagnent ensuite des marchés européens beaucoup plus rémunérateurs. Inutile d'insister sur les risques posés par l'arrivée massive de faux médicaments ou de faux produits de beauté. Ici encore, le trafic représenterait plusieurs milliards de dollars, en partie « gagnés » par les bandes sahéliennes.

En matière de drogue, l'une des toutes premières activités du trafic international, des pays comme le Maroc, la Libye pour la Tunisie offrent des bases d'arrivée et de diffusion d'un extrême intérêt pour les trafiquants, notamment de cocaïne mais aussi de Subutex et autres spécialités.

Des États qui ne contrôlent plus leurs frontières ; des autorités locales qui laissent faire, sont corrompues, ou dépassées ; des pays européens qui laissent s'affirmer un terreau fertile pour les passeurs et les trafiquants en tout genre ; des forces de police qui manquent de moyens face à l'ultra-violence qui se développe ; des réponses judiciaires inappropriées parce que relevant d'un cadre de civilisation et de mœurs ignorant le phénomène de l'islamo-criminalité ; le tableau est sombre, mais que l'évolution de la situation sur le terrain.

Car le phénomène gagne. L'hybridation entre un fondamentalisme religieux qui autorise tous les moyens contre l'infidèle et légitime l'appropriation par tous les moyens des outils du jihad, de l'argent des armes ; le mélange explosif de la foi intégriste, du sens du sacrifice, et des énormes gains des trafics criminels, voilà qui explique l'extension à une partie de l'Afrique de l'Ouest et aux États jusqu'alors paisibles du Burkina, du Togo et du Bénin de l'islamo-criminalité.

Ampleur des pertes de recettes fiscales ; déstabilisation des communautés immigrées, qui voient un pôle d'attraction se constituer, à coup d'argent et de tenue de territoires européens ; confrontation à des trafics d'armes, d'êtres humains, de drogue et de contrefaçons d'une ampleur inconnue ; c'est toute l'Europe qui est touchée par les effets de la déstabilisation du Sahel et la constitution d'une immense bande islamo-criminelle aux bords sud de la Méditerranée, avec des bases de mieux en mieux établies au Nord.



Hervé Juvin, député européen

Président de la Fondation Identité et Démocratie

sur la base d'un rapport du Dc Hamane Benyagoub et de Xavier Rauffer, publié dans Sécurité Globale, n°17

